

# tribune

**SPÉCIAL**

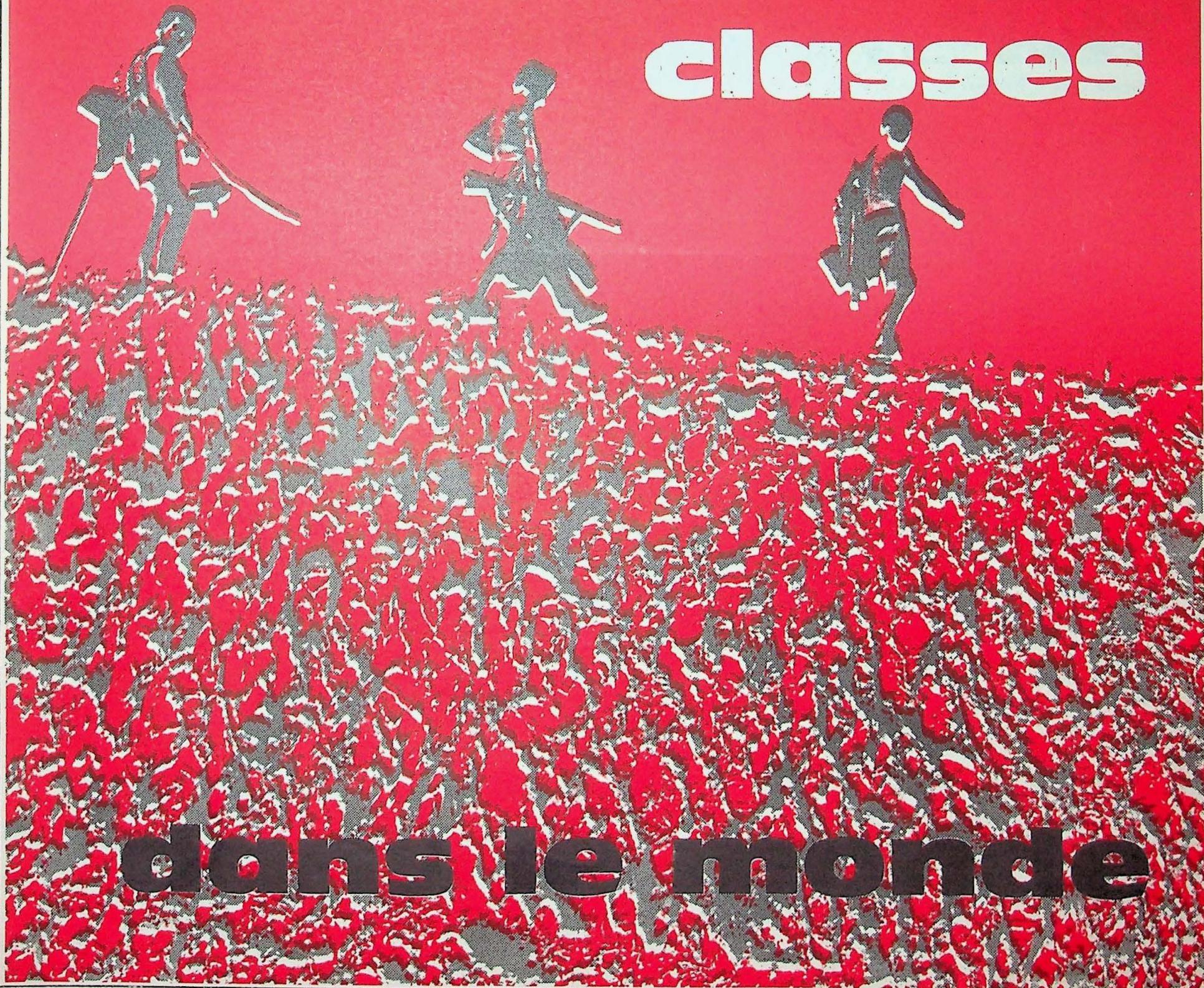
**socialiste**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
N° 527  
JEUDI 24 FEVRIER 1972

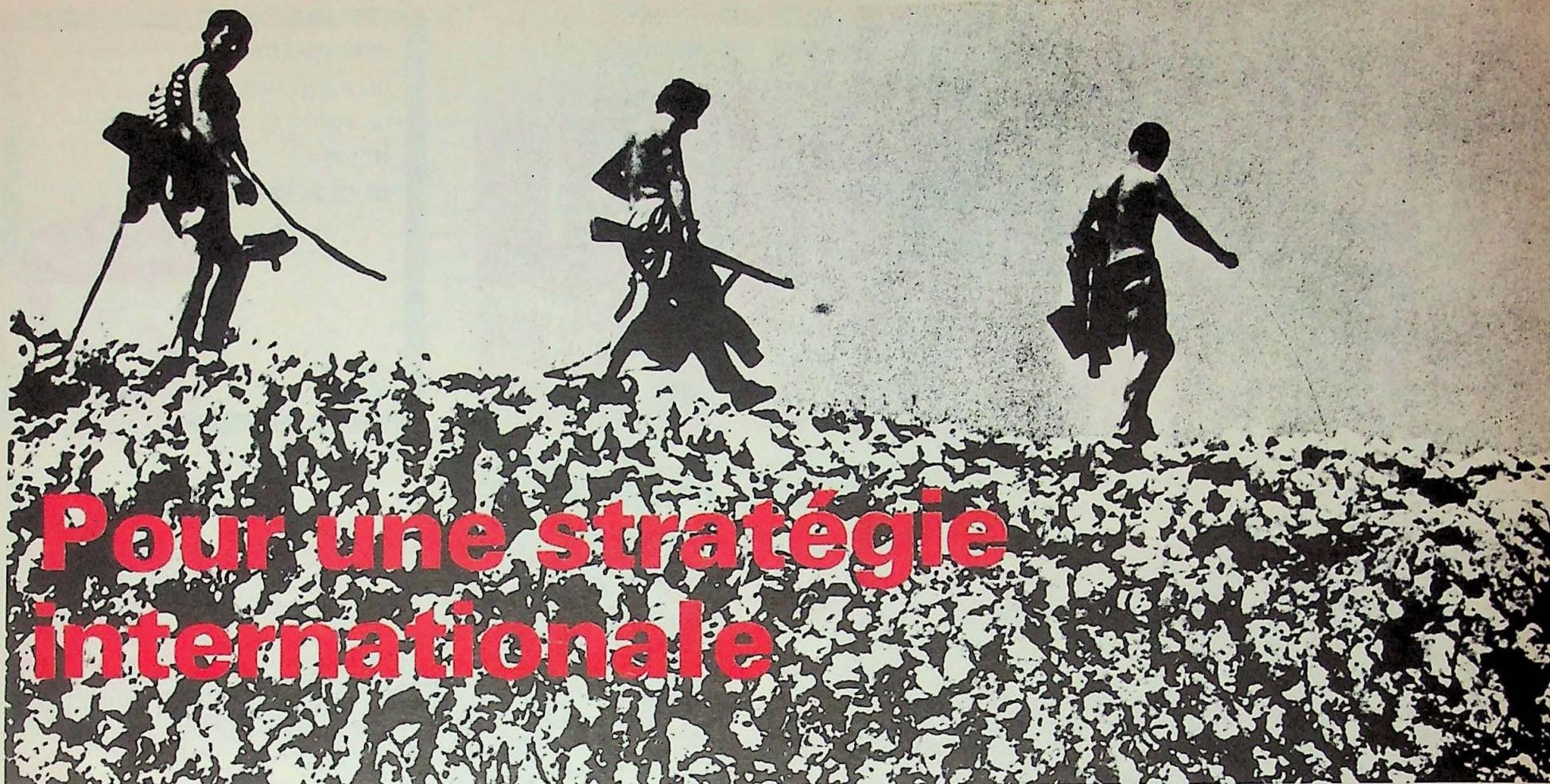
2 F



## Luttes de classes



**dans le monde**



# Pour une stratégie internationale

Le prochain Conseil National du P.S.U. sera consacré à la discussion de la stratégie internationale. C'est la première fois que notre parti aborde ainsi, quant au fond, les problèmes internationaux.

Certes, le P.S.U. a pris des positions généralement correctes. Des contacts utiles ont été pris avec les organisations de travailleurs émigrés et des courants révolutionnaires d'Europe et des pays dominés.

Il n'en est pas moins vrai que l'orientation générale reste implicite et parfois confuse. Les positions ont fait l'objet de communiqués, d'articles, de déclarations, mais rarement d'une élaboration collective par le parti tout entier. Une clarification est nécessaire.

La question du pouvoir et du passage au socialisme ne se pose pas en effet dans les limites d'un seul pays. Sans coordination avec les autres luttes dans le monde, notre propre action ne peut être qu'inefficace. En même temps les expériences voisines sont une leçon pour l'élaboration de notre programme.

Tel sera l'objet du Conseil National.

\*\*\*

Les premiers documents préparatoires que nous publions ici ne sont pas les « thèses » soumises à la discussion et au vote. Ils ont pour objet de préparer la discussion. Ils concernent à cet effet les trois principales questions qui se posent au mouvement ouvrier mondial : le rôle des luttes de libération, le rôle des conflits interimpérialistes, la signification des expériences de transition vers le socialisme.

Un ou plusieurs rapports de synthèse seront diffusés plus tard. Ils porteront sur le déroulement des luttes dans le monde, sur notre position et nos engagements par rapport à ces luttes, à partir d'une analyse d'ensemble. C'est là-dessus, bien entendu, que l'on votera.

Dans un tel domaine, l'information ne peut évidemment pas être dissociée du jugement lui-même. Nous ne pouvons pas avoir la prétention de présenter les faits de telle manière qu'ils soient indiscutables pour tous. Nous avons donc opté pour une présentation peut-être déconcertante, mais à notre avis plus riche, à ce stade du débat, en laissant subsister dans les textes eux-mêmes des contradictions, espérant qu'elles seront matière à une réflexion utile. En outre,

*Pour préparer le Conseil national, d'autres textes sont disponibles à la librairie de « T.S. » :*

- *P.S.U.-Informations spécial sur le Conseil avec les textes complets des groupes de travail.*
- *Brochures de la Commission internationale :*
  - « *Le Chili : Victoire électorale et/ou lutte armée ?* »
  - « *La Palestine* »
  - « *Le Pacte Atlantique* »
  - « *La lutte des classes en Espagne* ».
- *Bulletin CEDETIM n° 20-21 :*
  - « *L'impérialisme français et la coopération* ».
- *Bulletin n° 15-16 :*
  - « *Les leçons de l'expérience chinoise* ».

afin de permettre leur publication dans ce numéro, il a fallu résumer ces textes, supprimant les nuances, les rappels historiques et théoriques, la plupart des exemples concrets (1).

Enfin, les contradictions qui apparaissent ici ne prétendent pas épuiser la controverse sur les divers sujets. D'autres thèses seront sans doute exprimées dans des textes complémentaires.

En tout état de cause, il ne s'agit pas de nous transformer en quelque jury international qui distribuerait les bons et les mauvais points. Ces premières publications n'ont pour but que de fournir des matériaux et des éléments d'information pour éclairer le débat général.

C'est dans cet esprit que le débat doit s'engager dans le parti, ainsi qu'avec les autres organisations révolutionnaires, en France et hors de France. Il ne doit pas être un débat de spécialistes mais une réflexion de militants. L'essentiel sera la confrontation des thèses avec l'expérience militante.

C'est pourquoi nous devons avoir pour objectif d'éclairer et de préciser les conditions de notre action dans les domaines où les militants ouvriers français sont directement impliqués :

- lutte contre l'impérialisme et d'abord contre l'impérialisme français;
- action avec les travailleurs immigrés;
- coordination des luttes révolutionnaires à l'échelle européenne.

De ce débat, auquel seront invités les militants révolutionnaires européens et des pays coloniaux, nous attendons beaucoup et d'abord une meilleure coordination de nos efforts contre l'ennemi commun, l'organisation d'échanges et de confrontations permanentes dans une première phase avec les courants révolutionnaires de l'Europe occidentale et les mouvements populaires des pays sous domination coloniale ou semi-coloniale de l'impérialisme français.

L'internationalisme prolétarien n'est le plus souvent qu'une référence formelle. Les actions menées sur le plan international sont le plus souvent plaquées, juxtaposées aux luttes intérieures. Il s'agit de faire passer l'internationalisme dans les faits, les luttes internationales dans notre action quotidienne.

Manuel BRIDIER.

(1) Ces textes seront publiés prochainement en version intégrale, sous forme ronéotypée, dans le cadre de « PSU-Information ».

# Crises et conflits inter-impérialistes dans le monde capitaliste

Le capitalisme mondial est entré dans une période de crise, la première crise majeure depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pendant vingt ans, on a assisté au développement : des contradictions entre le centre capitaliste (Europe, Etats-Unis, Japon) et le tiers monde ; des contradictions que l'impérialisme crée dans les pays du tiers monde ; des contradictions entre le centre capitaliste et les « pays socialistes » ; des contradictions, qui restent principales dans les pays du centre capitaliste, entre les classes dominantes et les classes exploitées.

Par contre les contradictions secondaires internes aux classes dominantes des pays du centre capitaliste semblaient avoir disparu. Les conflits d'avant-guerre entre l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon, etc., semblaient ne pas avoir d'équivalents. Certains marxistes sont même allés jusqu'à défendre les thèses du super impérialisme de Kautsky : une entente entre pays du centre capitaliste assurant le développement de ce centre sans crises et sans conflits, mais aux dépens du tiers monde.

Toutefois, ces thèses se sont révélées fausses. Le super impérialisme de l'après-guerre n'était que l'expression de l'hégémonie américaine et cette hégémonie avait des causes particulières et temporaires : on mesure son déclin aujourd'hui, à l'occasion de la crise du système monétaire international. C'est-à-dire que les relations entre les bourgeoisies du centre capitaliste risquent d'être dans l'avenir beaucoup plus conflictuelles que pendant les vingt dernières années.

Ceci est d'un intérêt crucial pour les mouvements révolutionnaires du centre capitaliste. En effet, à cette situation nouvelle correspondent des stratégies nouvelles des bourgeoisies auxquelles il importe d'apporter une réponse révolutionnaire.

## Caractéristiques actuelles

1. - Quelles sont les différences essentielles entre l'impérialisme mondial contemporain et celui qu'a décrit Lénine ?

Elles sont les suivantes :

- Existence de pays socialistes ;
- Absence de débouchés importants pour les produits du capitalisme dans le tiers monde ;
- Existence d'armements nucléaires ;
- Rôle de l'impérialisme américain ;
- Interpénétration des économies du centre capitaliste.

Les différences a, b et c amènent un rétrécissement du marché mondial capitaliste, dans la mesure où les pays socialistes se soustraient à ce marché, dans la mesure où les contradictions créées par l'impérialisme dans le tiers monde et les luttes de libération nationale soustraient une partie du tiers monde de ce marché et dans la mesure où les armements nucléaires interdisent un élargissement brutal de ce marché. Ce rétrécissement aboutit à une interpénétration des économies du centre capitaliste et en fait à un repli du centre capitaliste sur lui-même, sauf en ce qui concerne les matières premières. Mais avant d'examiner cette interpénétration, il faut préciser le rôle de l'impérialisme américain.

2. - Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis se retrouvent dans une position privilégiée, en raison de la destruction et

de l'endettement des économies européennes et japonaise. Des marchés que les industries européennes et japonaises ne peuvent servir, s'ouvrent au capitalisme américain. Ce fait représente un rapport de force qui fonde l'hégémonie américaine. Celle-ci s'exprime par l'installation de superstructures internationales (rôle privilégié du dollar permettant un déficit chronique de la balance des paiements américaine) qui la renforcent. De même, il permet au capitalisme américain d'exporter ses contradictions internes (en accordant des concessions à la classe ouvrière américaine au prix d'une inflation exportée), ce que les autres capitalismes ne peuvent faire : ainsi son hégémonie est encore renforcée, et les impérialismes secondaires (européens, japonais) sont réduits.

La période de l'hégémonie américaine a donc été caractérisée par un certain ordre au sein des bourgeoisies du centre capitaliste. C'est ce qui a donné l'illusion d'un super impérialisme ; illusion d'un accord qui était en fait une domination de l'impérialisme américain.

3. - Or cette domination est sur son déclin. Pourquoi ? L'explication en est le jeu de la loi du développement inégal dont nous schématiserons les mécanismes à l'extrême, faute de place. Du fait de leur sous-développement relatif par rapport aux Etats-Unis, l'Europe et le Japon ont à l'heure actuelle un développement capitaliste plus extensif que celui des Etats-Unis :

les salaires sont moins élevés, le rapport capital-travail plus faible, les marchés moins saturés. De plus la main-d'œuvre à laquelle le capitalisme européen a accès est plus abondante. Alors que dans un premier temps l'économie américaine était une économie forte et les économies européennes et japonaise étaient à reconstruire, dans un deuxième temps l'économie américaine souffre ouvertement des tendances à la baisse du taux de profit et à la surproduction. Il en résulte que les produits américains deviennent de moins en moins compétitifs, que les taux de profit américains, réalisables à l'étranger par le capital américain sont supérieurs au taux de profit américain, que les marchés européens et japonais croissent plus vite que les marchés américains. En résumé, les rapports de force à l'intérieur du centre capitaliste ont changé : l'Europe et le Japon sont maintenant un réel contrepoids aux Etats-Unis. Il suffit alors que le progrès technique, soupape de sûreté du développement intensif s'essouffle aux Etats-Unis alors que sa diffusion se poursuit en Europe et au Japon, pour que les changements des rapports de force se manifestent de façon dramatique.

4. - Pourtant, les superstructures internationales (le rôle du dollar, le rôle privilégié des Etats-Unis dans le Fonds Monétaire International, le rôle militaire des Etats-Unis etc...) sont inchangées : elles expriment encore l'hégémonie américaine. C'est là la cause profonde de la crise actuelle du système monétaire international : un décalage entre rapport de force international et superstructures internationales. Or la crise interne dont souffrent les Etats-Unis est aussi grave car elle remet en cause les concessions accordées par le capitalisme et les collaborations de classes fondées sur ces concessions. C'est toute la structure de la société américaine, mise en place par vingt années de croissance sans crise majeure, qui risque de s'effondrer. C'est pourquoi le capitalisme américain préfère essayer de se servir de l'état favorable des superstructures internationales pour exporter ses contradictions à l'extérieur, plutôt que de provoquer une épreuve de force interne, à laquelle il se prépare en tout état de cause. Mais c'est sans doute la dernière fois qu'il pourra le faire. En fait, on voit déjà se manifester les conflits qui rendent évidente la fin de l'hégémonie américaine. L'illusion de super impérialisme se dissipe en fumée.

5. - Revenons maintenant à la dernière caractéristique contemporaine du centre capitaliste : l'interpénétration des divers capitalismes de ce centre ou encore l'expansion des monopoles sur plusieurs territoires du centre ca-

pitaliste. Cette expansion des monopoles est d'une double nature : expansion des échanges de marchandises, implantation de la production d'un même monopole sur plusieurs territoires.

5.1 - La première expansion peut être qualifiée d'interpénétration : les échanges ont crû rapidement dans tous les sens, parfois plus dans un sens que dans l'autre comme c'est le cas actuellement (déficit de la balance commerciale américaine). Elle n'a été possible qu'en raison de la stabilité relative des superstructures dans chaque pays du centre capitaliste et des superstructures internationales du centre capitaliste (recul des protectionnismes) en période de domination américaine.

5.2 - Le développement des implantations des monopoles sur plusieurs territoires s'explique surtout par les raisons suivantes :

a) apparition de monopoles géants dont la croissance ne peut être contenue sur un marché ;

b) création du Marché Commun : un marché à la taille de ces monopoles ;

c) déficit de la balance des paiements américaine et rôle privilégié du dollar. Ceci permet la création du marché des eurodollars et un financement des investissements américains en Europe sans occasionner des sorties de capitaux considérables des Etats-Unis ;

d) développement inégal entre les Etats-Unis et le reste du centre capitaliste.

Deux remarques s'imposent souvent. L'internationalisation de la production d'un monopole ne s'ajoute pas à ses exportations, elle s'y substitue ce qui lui procure les avantages essentiels suivants : profiter des inégalités de développement (en particulier les différences de salaires), éviter les barrières douanières, répartir les risques (risques financiers, grèves, etc.). La seconde remarque concerne la dissymétrie des phénomènes de l'expansion internationale de la production des monopoles. A l'heure actuelle, il s'agit surtout d'expansion des monopoles américains et européens en Europe. Certes des capitaux européens sont représentés aux Etats-Unis, mais sous forme d'investissements de portefeuille, n'impliquant pas un contrôle véritable.

La production des monopoles étrangers au Japon et aux Etats-Unis et des monopoles japonais à l'étranger (Europe, Etats-Unis) est encore négligeable. Toutefois rien ne permet d'affirmer que la domination américaine du phénomène d'internationalisation de la production se maintiendra.

C'est à partir de ces faits nouveaux qu'il faut compléter l'analyse léniniste des contradictions interimpérialistes.

## Contradictions capitalistes

1. - L'analyse léniniste du centre capitaliste met en évidence les conclusions suivantes :

a) Au niveau national, la contradiction interne dominante est la contradiction entre la grande bourgeoisie (bourgeoisie des monopoles) et la moyenne bourgeoisie (bourgeoisie des petites et moyennes entreprises). En général la grande bourgeoisie est dominante et contrôle soit directement soit indirectement la structure étatique. A ceci il faut ajouter les contradictions entre la bourgeoisie et la petite bour-

geoisie qui ne fait pas à proprement parler partie de la bourgeoisie mais qui peut dans certains cas jouer un rôle politique important, en s'alliant par exemple avec la moyenne bourgeoisie.

b) Au niveau international, la contradiction interne dominante est une contradiction entre bourgeoisies nationales. Chaque bourgeoisie nationale s'appuie sur une structure étatique dont elle ne peut se passer, pour s'as-

sur des débouchés et des matières premières dans la périphérie. Les contradictions impérialistes s'expriment donc par des conflits entre états-nations dont la forme limite est la guerre directe entre états-nations capitalistes.

2. - L'expansion des monopoles sur plusieurs territoires du centre capitaliste et la concentration industrielle prolongée modifient cette analyse de la manière suivante :

a) Au niveau national, la grande bourgeoisie l'a définitivement emporté sur la moyenne bourgeoisie. Les vestiges des moyenne et petite bourgeoisie ne représentent encore un enjeu politique que dans quelques pays, les moins industriels du centre capitaliste : la France et l'Italie. Mais même dans ces pays, les moyenne et petite bourgeoisies, de par leur faiblesse, ne sont plus en mesure de passer des alliances stratégiques avec la classe ouvrière. Comme nous le verrons, elles sont elles-mêmes divisées.

b) L'expansion des monopoles nationaux sur plusieurs territoires du centre capitaliste a pour conséquence de diviser la grande bourgeoisie dans chaque état-nation du centre capitaliste en deux blocs : le bloc national et le bloc international. Le bloc national favorise la croissance du marché intérieur, aux dépens de la compétitivité des productions nationales sur les marchés extérieurs. Le bloc international a des intérêts inverses. Par exemple, à l'occasion d'un déficit de la balance des paiements, le bloc national aura tendance à préférer des mesures protectionnistes à un ralentissement de l'activité nationale et des importations, imposés par une diminution des dépenses budgétaires de l'Etat. Le bloc international préférera la seconde solution par crainte de représailles internationales à son encontre.

La contradiction interne dominante à la bourgeoisie est cette contradiction entre le bloc national et le bloc international de la grande bourgeoisie. Chacun de ces blocs se constitue une clientèle dans les moyenne et petite bourgeoisies en leur promettant des avantages particuliers. Ainsi les majeures parties des petite et moyenne bourgeoisies sont divisées et empêtrées dans des alliances qui interdisent toute stratégie du type front anti-monopoliste.

c) Quels sont les blocs de la grande bourgeoisie ? Le bloc national composé des monopoles nationaux, produisant sur le territoire national et pour le marché national, des monopoles nationaux produisant en partie à l'étranger et pour les marchés étrangers mais ayant des liens privilégiés avec l'Etat national (aide de l'Etat national pour la valorisation de leur capital, ou Etat national client important). Ce bloc tend à favoriser le rôle national de l'Etat (politique industrielle nationale, régulation économique, reproduction à bon marché de la main-d'œuvre) et le rôle de défense de l'Etat national contre les exportations et les investissements étrangers. (Ceci ne veut pas dire que le bloc national peut se passer de l'étranger. En effet, il doit s'assurer des matières premières par exemple). Le bloc international, composé des monopoles exportateurs, des monopoles dont une partie prépondérante des activités se trouve à l'étranger et des firmes multinationales étrangères et dont les intérêts fondamentaux sont : la libre circulation de capitaux et des marchandises dans le centre capitalis-

# POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS LE PSU DANS LA LUTTE DES CLASSES CONTRE LE CAPITALISME

Meeting, vendredi 3 mars, à 20 h 30, Mutualité (grande salle), métro : Maubert-Mutualité.  
Robert Chapuis, Gérard Féran, Michel Rocard et des militants des différents secteurs d'intervention du P.S.U.

te, la stabilité des superstructures internationales de ce centre, même si cette stabilité se traduit par des crises localisées dans tel ou tel autre Etat-nation. Ce bloc tend à favoriser le rôle international de l'Etat : appui aux exportations et aux investissements de ces monopoles à l'étranger, représentation de ces monopoles auprès des superstructures supra-nationales. En ceci les intérêts fondamentaux des blocs internationaux s'opposent aux intérêts des blocs nationaux. Bien entendu, les blocs nationaux de divers pays ont aussi des intérêts divergents et conflictuels, comme au temps de Lénine.

d) Il est vrai que les monopoles implantés sur plusieurs territoires s'accroissent aussi bien de guerres commerciales entre pays capitalistes que d'une libre circulation de marchandises dans le centre capitaliste. Il est vrai que ceci est l'avantage le plus net de ces monopoles sur les monopoles exportateurs par exemple, et l'un des facteurs les plus puissants de la croissance rapide de ces monopoles. Toutefois les dirigeants de ces monopoles implantés sur plusieurs territoires savent bien que des guerres commerciales peuvent se terminer par des rachats forcés de leurs usines. C'est pourquoi ces monopoles font partie du bloc international.

e) Ceci nous amène à insister sur les problèmes que peuvent poser une application mécanique des concepts de bloc national et bloc international à la pratique quotidienne des luttes. Peut-on dire que telle ou telle entreprise appartienne au bloc national ou au bloc international ? Dans un certain nombre de cas, il n'y a pas d'ambiguïté : Péchiney est dans le bloc international, le secteur des bâtiments et travaux publics est dans le bloc national. Mais de même qu'on ne peut classer un certain nombre d'individus dans la classe bourgeoise ou la classe ouvrière sans faire de réserves, on ne peut classer un certain nombre d'entreprises dans le bloc international ou le bloc national. Dans un cas comme dans l'autre, il faut affiner les concepts et en introduire d'autres. Il n'en reste pas moins que l'on peut voir ces blocs se dessiner avec netteté au niveau politique et en période de crise. Il n'en reste pas moins aussi que ces concepts représentent à notre avis le premier pas nécessaire vers une analyse correcte de la situation.

3. - Au niveau de chaque Etat-nation s'affrontent donc le bloc national et le bloc international. En particulier, ils se disputent le contrôle de l'appareil étatique, instrument indispensable de la domination de la bourgeoisie et plus généralement du fonction-

nement des monopoles dans le système du capitalisme monopoliste. On trouve donc deux types de contradictions internes à la grande bourgeoisie du centre capitaliste :

a) Des contradictions entre Etats-nations, c'est-à-dire les contradictions entre bourgeoisies nationales s'étant assurées du contrôle de leurs appareils étatiques. Ce sont des contradictions similaires qu'a analysées Lénine. Toutefois elles s'expriment de moins en moins sous forme de conflits armés directs et de plus en plus sous forme de guerres commerciales, et par des conflits militaires par pays du tiers monde interposés.

b) Des contradictions entre bloc national et bloc international. Si le bloc national contrôle la superstructure étatique, ces contradictions se manifestent par des conflits entre l'Etat et les monopoles basés sur plusieurs territoires, c'est-à-dire les firmes multinationales. Ce sont les contradictions que l'on a vu se manifester en France pendant les premières années du gaullisme.

Si les premières contradictions ne méritent pas d'analyse supplémentaire, ce n'est pas le cas des secondes. Par leur nature même, les firmes multinationales échappent bien plus facilement aux mesures prises par un Etat contrôlé par le bloc national, que les firmes exportatrices, c'est-à-dire les autres membres du bloc international. A moins qu'il ne s'agisse de mesures extrêmes (nationalisations, rachat forcé), justifiées par une forte tension internationale. Ainsi, si des mesures défavorables sont prises, les firmes multinationales investissent simplement ailleurs (elles peuvent profiter de leur structure internationale pour se jouer des contrôles juridiques et faire apparaître leurs profits là où elles veulent). Par contre les monopoles du bloc national sont très vulnérables aux mesures prises par un Etat contrôlé par le bloc international car ils ont une marge de manœuvre bien plus faible.

Résumons-nous. D'une part, bien que le bloc national ne puisse assurer sa survie hors d'un contrôle sur l'appareil étatique, on ne doit pas commettre l'erreur de croire que l'appareil étatique est toujours contrôlé par le bloc national. D'autre part, bien que le bloc international puisse dans une large mesure se passer d'un contrôle sur l'appareil étatique national, il a aussi besoin de s'assurer des superstructures politiques et militaires pour fonctionner. Les firmes multinationales par exemple, forcent la création de superstructures à leur dimension ne fût-ce que pour protéger leur intérêt général, ce qu'elles ne peuvent faire individuellement. Appareils de production et d'exploitation elles ne portent pas en

elles-mêmes ces superstructures dont elles ont besoin.

Munis de ces quelques résultats, nous pouvons maintenant brièvement analyser les conflits entre blocs nationaux et blocs internationaux aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, et les relations entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon.

4. - On peut distinguer ces blocs dans les formations sociales américaines, européennes, japonaises. Nous nous bornerons ici à une ébauche de l'analyse de leurs situations.

a) En ce qui concerne l'Europe, il faut distinguer :

a. - les blocs nationaux opposés à l'intégration européenne ;

b. - un bloc national européen ;

c. - un bloc international européen, favorable à la création d'un ensemble plus vaste que l'ensemble européen.

On peut d'ores et déjà dire que les premiers blocs sont en position de faiblesse à la suite des concentrations qui ont accompagné les dix années d'existence du Marché Commun. Les conflits internes à la grande bourgeoisie européenne sont dominés par les conflits entre le bloc national européen et le bloc international européen. Ceci n'est pas pour minimiser les obstacles qui jonchent la route de l'intégration européenne. Paradoxalement, on a trouvé dans le passé à l'origine de ces obstacles le bloc national européen. Celui-ci a jugé assez justement qu'une intégration européenne précipitée, en période d'hégémonie américaine, ne pouvait résulter qu'en la création d'un ensemble atlantique. Maintenant que l'hégémonie américaine est sur le déclin, on voit déjà les positions s'inverser : le bloc national européen lève les obstacles ; le bloc international, aidé par les Etats-Unis cherche à casser l'Europe en faisant des propositions qui tendent à maximiser les conflits entre Etats européens, c'est-à-dire en recherchant une alliance avec les blocs nationaux opposés à l'intégration européenne. Les conflits entre bloc national européen et bloc international européen sont encore surtout visibles à travers des conflits entre Etats européens ; le Bénélux et la Grande-Bretagne où le bloc international européen domine, la France et l'Allemagne où le bloc national européen domine. Mais de plus en plus ces conflits perdront leurs caractères de conflits entre Etats pour devenir des conflits concernant le contrôle des institutions européennes.

b) Aux Etats-Unis, le conflit entre bloc national et bloc international a été atténué par l'hégémonie américaine. Il se manifeste à l'heure actuelle sous la forme suivante : les partisans d'une social-démocratie américaine préconisent un retour à l'isolationnisme, un abandon de la course à la compétitivité. Ils veulent notamment décourager les sorties de capitaux des Etats-Unis. Le bloc international misé au contraire sur une tentative de redressement de l'hégémonie américaine en se servant des superstructures internationales existantes, et d'une pénétration accélérée des investissements américains en Europe avec pour but ultime la création d'un Monde Atlantique où une domination américaine bien que diminuée pourrait continuer à s'exercer.

c) Les investissements japonais dans les autres pays du centre capitaliste sont faibles, ainsi que les investissements étrangers au Japon. Le bloc international japonais est donc constitué par des monopoles exportateurs qui ont dominé l'économie et l'Etat japonais depuis la seconde guerre mondiale. Pourtant la stratégie de

ce bloc se solde par un échec : géant économique, le Japon est un nain politique et militaire qui ne peut défendre l'intérêt de ses monopoles dans les négociations internationales. Bloc national et bloc international japonais s'orienteront donc sur un renforcement de l'Etat japonais. Mais le bloc international cherchera la croissance et la diversification sur les marchés extérieurs alors que le bloc national cherchera à favoriser la croissance

du marché intérieur et la hausse des salaires. La stratégie du bloc international porte en germe des conflits sérieux entre le Japon et le reste du centre capitaliste. Il est évident que l'Europe et les Etats-Unis préféreraient voir un Japon social-démocrate. Malgré les bruyantes manifestations idéologiques qui vont dans ce sens au Japon, il est permis de douter d'un tel renversement des forces au sein de la bourgeoisie japonaise.

## L'avenir inter-impérialiste

Les analyses précédentes permettent d'avancer les thèses suivantes :

A) Les conflits entre monopoles japonais et le reste des monopoles du monde capitaliste seraient des conflits entre un Etat-nation japonais et des Etats-nations Europe, Etats-Unis, ou un Etat-nation Atlantique.

B) Au niveau atlantique, on peut assister soit à des conflits entre un Etat-nation européen et un Etat-nation américain, soit à la création de superstructures atlantiques venant coiffer l'ensemble Etats-Unis - Europe.

C'est la thèse du B qui mérite un certain nombre de commentaires. La première possibilité se réalise dans le cas d'une victoire des blocs nationaux européens et américains sur les blocs internationaux, la victoire de l'un de ces blocs entraînant d'ailleurs celle de l'autre. Le centre capitaliste est alors divisé en trois Etats-nations antagonistes ; Europe, Etats-Unis, Japon. Il faut alors s'attendre à une stagnation des échanges de marchandises entre les trois ensembles ; à une croissance des firmes multinationales (celles-ci sont néanmoins sévèrement contrôlées par les divers Etats-nations, et les conflits Etats-firmes multinationales restent secondaires) ; à des guerres commerciales pouvant dégénérer en conflits militaires par pays du tiers monde interposés (l'éventualité de conflits de renaissance des fascismes et de conflits directs entre ensembles du centre capitaliste n'est pas à exclure).

La deuxième possibilité est celle de la création d'un ensemble atlantique. Elle se concrétise par une réussite de la stratégie de la grande bourgeoisie internationale américaine qui réussit à prolonger son hégémonie et réaliser une unité atlantique au lieu d'une unité américaine. Toutefois il ne s'agit pas d'un nouveau super-impérialisme, et ceci pour les raisons suivantes :

a) Il faut s'attendre à un combat acharné de la part des grandes bourgeoisies nationales françaises, alle-

mandes et italiennes. En France et en Italie, où les contradictions entre grande et moyenne et petite bourgeoisies ne sont pas encore totalement éliminées, le cumul des contradictions peut aboutir à des tentatives d'échapper à l'ensemble atlantique. En ce sens, la France et l'Italie seraient les maillons les plus faibles du centre capitaliste, à l'opposé de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne où les contradictions peuvent être plus intenses mais où il n'y a pas un cumul de contradictions de type différent.

b) Si l'hégémonie américaine se prolonge par la création d'un ensemble atlantique, son déclin implique la création de superstructures étatiques au niveau atlantique. Les superstructures existent déjà en germe : le Fonds Monétaire International, le G.A.T.T., etc. Toutefois, elles seraient appelées à jouer un rôle considérablement plus important, en particulier la fonction de régulation économique passerait au niveau des Etats-nations au niveau des superstructures atlantiques. Il ne faut pas minimiser les difficultés posées par une telle transition et les résistances à cette transition, surtout du côté américain. En particulier il ne faut pas minimiser le rôle de ciment idéologique que représente le nationalisme. Or c'est de ce ciment que ces nouvelles structures internationales doivent se passer.

c) La persistance de conflits Monde Atlantique - Japon.

d) Unifié à un certain niveau politique ou non, l'impérialisme subit à long terme les lois tendanciennes de la surproduction et de la baisse du taux de profit. Ne pouvant créer des débouchés importants dans le tiers monde, l'impérialisme subira des crises profondes traduisant la concurrence acharnée des monopoles qui le diviseront, l'ébranleront dans certaines régions du monde, ou le contraindront à élargir de force le marché mondial capitaliste et le déchireront quant au partage de cet élargissement.

## Conséquences sur la classe ouvrière

Des analyses précédentes, il faut retenir les conclusions suivantes, qui ont des conséquences profondes sur la classe ouvrière dans le centre capitaliste et qui appellent des ripostes des mouvements révolutionnaires.

1) La montée des conflits inter-impérialistes.

Comme nous l'avons vu, une période de conflits inter-impérialistes s'ouvre maintenant. Quelles en sont les conséquences sur la classe ouvrière ? Chaque crise, chaque conflit se traduit par des détériorations des conditions de vie de la classe ouvrière : chômage, inflation. Fait nouveau,

ces conflits deviennent plus fréquents et plus imprévisibles. Ce sont les sécurités de base de la classe ouvrière qui sont encore plus menacées qu'auparavant. La sécurité physique, comme nous l'avons vu, peut elle-même être menacée dans certaines circonstances par des menaces de guerres.

2) La division des grandes bourgeoisies et l'erreur du front anti-monopoliste.

2.1 - Les contradictions dominantes à l'intérieur de la bourgeoisie divisent la grande bourgeoisie en un bloc national et un bloc international. Chacun de ces blocs se cherche et obtient une

# Dates à retenir

— Vendredi 3 mars à 20 h 30 :

Meeting à la Mutualité (grande salle) : **Pour le pouvoir aux travailleurs, le P.S.U. dans la lutte des classes contre le capitalisme.**

Avec Robert Chapuis, Gérard Féran, Michel Rocard et des militants de différents secteurs d'intervention du P.S.U.

— Samedi 4 et dimanche 5 mars, à partir de 9 h 30 :

Week-end de travail sur le projet « La révolution, qu'est-ce que c'est ? »

9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>. Inscriptions pour logement et repas à partir de 9 h au siège du parti.)

## Rappel

Jeudi 2 mars, 9, rue Borromée :

— A 14 h 30 : Intervention des militants du P.S.U. contre la campagne de répression dans le secondaire sur le plan pédagogique et politique.

— A 20 h 30 : Assemblée générale des étudiants et enseignants du P.S.U. : lutte contre le projet des C.F.P.M., intervention sur les luttes internationales, lutte contre la répression dans les universités.

*Pour une théorie et une pratique révolutionnaires*

# Critique socialiste

## Revue théorique du P.S.U. - bimestrielle

- Le N° 6 est paru. Sommaire :
  - Critique du Traité d'Economie marxiste du P.C.F. : nationalisations, entreprise, Etat. (Philippe BRACHET.)
  - Lénine sur la question nationale et les Etats-Unis socialistes d'Europe. (Pierre NAVILLE.)
  - Sur les bases objectives du révisionnisme (causes internes ou externes ?) (Emmanuel TERRAY.)
  - Le Chili, son histoire et l'unité populaire. (Pierre DELAIN.)
  - Bolivie : la longue marche vers la révolution. (Erick PESSIOT.)
  - A paraître dans les numéros suivants (le n° 7 sort mi-mars).
  - Sur le Traité et le programme de gouvernement du P.C.F.
    - L'économie politique de la classe ouvrière. (J.-M. VINCENT) N° 7
    - Qualification et exploitation du travail. (Pierre ROLLE). N° 7
  - L'état actuel des forces politiques en France. (Denis BERGER). N° 7
  - Sur la pédagogie du programme révolutionnaire. (J.-M. KAY, G. FERAN). N° 7
  - Urbanisme opérationnel et urbanisme de classe. (Michel ETIENNE). N° 7
  - La bureaucratie et les contradictions sociales en U.R.S.S. (Pierre NAVILLE). N° 7
  - Les impasses du mécanisme. E. TERRAI et le P.C.F. (Y. CRAIPEAU). N° 7
  - Sur l'aménagement du territoire et les régions. (Christian GUERCHE). N° 8
  - Sur le stalinisme. (Lucio COLETTI). N° 8
  - La planification française et le « capitalisme monopoliste d'Etat » (Michel BRETON). N° 8
  - Le marxisme peut-il utiliser le calcul marginal ? Application (débat) au secteur des transports. N° 8
  - Sur le « capitalisme monopoliste d'Etat » et l'analyse du système économique international. (Jacques MALTERRE). N° 8
  - Histoire de la lutte des classes et du sous-développement de la Corse. (Fédération du P.S.U.)
  - Sur le concept d'accumulation socialiste primitive. (Michel CAPRON). N° 8
  - Problèmes actuels des stratégies syndicales. (André GARNIER). N° 9
- Le numéro 5 F. Abonnement : 6 numéros 24 F (indiquez les six numéros désirés).
- Editions Syros, 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>. C.C.P. n° 19.706.28 Paris.  
Achat à partir de 5 exemplaires : 4,50 F le n° ; à partir de 20, 4 F le n°.  
Le prix du n° passera à 5,50 F et de l'abonnement à 27 F à la parution du n° 7.

clientèle moyenne et petite bourgeoise qu'il ménage et s'attache par des concessions. La contradiction entre grande bourgeoisie et petite bourgeoisie sur laquelle est fondée le front anti-monopoliste n'est donc pas la contradiction dominante au sein de la bourgeoisie, comme le maintiennent les théoriciens du front anti-monopoliste. Leur erreur a un certain nombre de conséquences graves.

a) Cette erreur aboutit à confondre la grande bourgeoisie avec le bloc international de cette grande bourgeoisie, et à confondre les petite et moyenne bourgeoisie avec le bloc national. Ainsi, le front anti-monopoliste est assimilé à un front défendant l'intérêt national contre les monopoles internationaux. C'est ainsi qu'on se prépare à passer des alliances avec la bourgeoisie du bloc national et par conséquent à couvrir par un langage révolutionnaire un réformisme de collaboration de classe.

b) On ne saurait trop souligner le danger pour le mouvement révolutionnaire de s'empêtrer dans une idéologie nationaliste. Car il ne faut pas oublier que cette idéologie est un des moyens les plus sûrs de tomber dans une collaboration de classes. En effet, mobiliser la classe ouvrière sur des thèmes nationalistes, c'est aussi la rendre vulnérable au chantage du sacrifice nécessaire pour le bien de la nation. C'est de plus rendre difficile, voire impossible toute manifestation de solidarité internationale des travailleurs, et toute action contre les menaces de guerre inter-impérialiste.

c) Mais l'erreur la plus fondamentale de la théorie et de la pratique du front anti-monopoliste est de fonder une stratégie sur l'analyse des contradictions internes à la bourgeoisie. Sur le plan théorique c'est méconnaître profondément la nature de ces contradictions internes à la bourgeoisie : devant une menace révolutionnaire elles peuvent se résorber et la bourgeoisie peut serrer les coudes car il ne faut pas oublier que, aussi spectaculaires soient-elles, elles restent secondaires par rapport à la lutte des classes. On ne peut donc se fonder sur elles pour élaborer une stratégie révolutionnaire ; on peut sans doute le faire pour élaborer une stratégie réformiste.

Ce n'est que sur le plan de la tactique que l'on peut exploiter les contradictions internes de la bourgeoisie : on conclut des accords limités sur des tâches précises dans une situation précise et non pas des alliances de principe et à long terme. On ne met pas l'appareil idéologique au service de ces accords. Au contraire on insiste bien sur leur caractère tactique qui n'entraîne aucune concession sur le plan des principes. Toutes choses que ne pratiquent pas les praticiens du front anti-monopoliste, car ce qu'ils proposent, c'est bien une alliance s'ins-

crivant dans une stratégie réformiste.

2.2 - Quelle doit donc être l'attitude des mouvements révolutionnaires ? Elle doit s'appuyer sur les principes suivants :

a) Les intérêts de la classe ouvrière ne sont pas plus proches de ceux du bloc international que de ceux du bloc national. On conclut avec une fraction de la bourgeoisie des accords tactiques mais pas d'alliances stratégiques.

b) Les mouvements révolutionnaires doivent prendre une position claire quant à la solidarité internationale des travailleurs pour éviter toute confusion avec une idéologie nationaliste quelconque. De même les mouvements révolutionnaires doivent prendre une position claire face aux idéologies d'un internationalisme capitaliste que ne manquent pas d'avancer les blocs internationaux surtout en période de menace de crise internationale. De plus les mouvements révolutionnaires doivent soigneusement définir la division internationale socialiste du travail et promouvoir le pacifisme révolutionnaire (les révolutionnaires ne souhaitent pas la guerre pour avancer la cause révolutionnaire, mais font avancer la cause révolutionnaire et font la guerre révolutionnaire pour éviter la guerre).

c) Les accords tactiques des mouvements révolutionnaires doivent-ils s'inspirer de la théorie du maillon le plus faible, quoiqu'une action véritable basée sur cette théorie passe nécessairement par une Internationale Révolutionnaire ? On se fonde souvent sur cette théorie pour s'opposer à l'intégration européenne, non pas au niveau des principes, mais pour des raisons de stratégie. Or une intégration européenne peut aussi bien affaiblir les maillons faibles que les renforcer, en désintégrant les alliances entre diverses parties de la bourgeoisie des maillons faibles. Le mouvement révolutionnaire n'a donc pas à prendre une position pro-européenne

ou anti-européenne ni pour des raisons de principe, ni pour des raisons stratégiques. Par contre il doit combattre les effets néfastes de cette intégration sur les classes exploitées. Il doit aussi préserver une possibilité physique de sortie des sous-ensembles de l'Europe, c'est-à-dire s'opposer farouchement à l'europanisation des appareils militaires et policiers.

3. - L'implantation de la production des monopoles sur plusieurs territoires de centre capitaliste.

3.1 - La tendance à la croissance du phénomène des firmes multinationales fournit de nouvelles stratégies de la bourgeoisie face à la classe ouvrière.

a) Les firmes multinationales, par définition, ont une plus grande souplesse de décision que les monopoles plus classiques. Qu'une grève éclate, dans une usine, on augmente la production d'une autre ou l'on va s'installer ailleurs. Toutefois, il ne faut pas exagérer l'importance réelle de ces particularités des firmes multinationales. En effet, ces firmes ne peuvent s'immuniser contre tous les risques : cela coûterait trop cher.

b) C'est au niveau de l'idéologie que l'on tente de faire apparaître les firmes multinationales comme invulnérables : ceci décourage les ouvriers de ces firmes et permet aux autres monopoles et à l'Etat de trouver des boucs émissaires. Un certain nombre de théoriciens marxistes attachent une trop grande importance au phénomène des firmes multinationales. Pour ces théoriciens, les contradictions inter-impérialistes appelées à être dominantes sont les contradictions entre Etats et firmes multinationales : les Etats nationaux seraient une superstructure inadaptée à la base économique dominée par les firmes multinationales. Ces thèses ne sont que partiellement correctes. Elles n'expliqueraient pas les relations entre Europe, Etats-Unis et Japon. Plus fondamentalement, il est inexact de parler de contradictions en-

# PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

## michel rocard

e.p.i.

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 x 20 - 240 pages - Prix 13 F  
Bon de commande à : Tribune Socialiste -  
9, rue de Borromée, PARIS XV  
C.C.P. Paris 5826 65

tre Etats et firmes multinationales : il faut parler de contradictions entre divers blocs de la bourgeoisie. Pourquoi ? La bourgeoisie des firmes multinationales, pas plus que les autres blocs de la bourgeoisie, ne peut se passer d'une superstructure étatique. Cette superstructure doit effectuer des fonctions de régulation économique, garantir les profits, la propriété, la formation de la force de travail, arbitrer certains conflits entre monopoles, appuyer les monopoles dans leurs relations avec d'autres superstructures étatiques, d'autres marchés, d'autres monopoles. Il y a un conflit à propos de la forme et des fonctions des superstructures étatiques à développer mais aucune bourgeoisie ne peut se passer d'une forme ou d'une autre d'Etat.

c) Que la souplesse et l'importance des firmes multinationales soient une réalité ou un mythe commode, il est certain que la bourgeoisie s'en servira comme chantage à la classe ouvrière. Il importe donc que les mouvements révolutionnaires aient une riposte prête à ce chantage.

3.2 - La riposte des mouvements révolutionnaires du centre capitaliste doit être la suivante : face à l'internationalisation du capitalisme, il faut répondre par l'internationalisation des luttes syndicales et politiques. Ceci nécessite un préalable : une conception affirmée de l'internationalisme socialiste, différencié de tout nationalisme et de tout internationalisme bourgeois. Cela dit, quelles peuvent être les modalités d'organisation et les formes d'action d'un internationalisme révolutionnaire ? Nous nous proposons d'aborder la question au sein de l'Europe.

a) Sur le plan syndical, aussi bien que sur le plan politique, les mouvements révolutionnaires européens sont

## VIENT DE PARAITRE

7<sup>e</sup> CONGRES DU P.S.U.

LILLE - JUIN 1971

LE ROLE DU P.S.U.

LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire ..... F 4,00

par 10 exemplaires ..... F 3,50

par 50 exemplaires ..... F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :

TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15<sup>e</sup>)

C.C.P. 58-26-65 Paris

A paraître en mars 1972

Yvan Craipeau

## LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

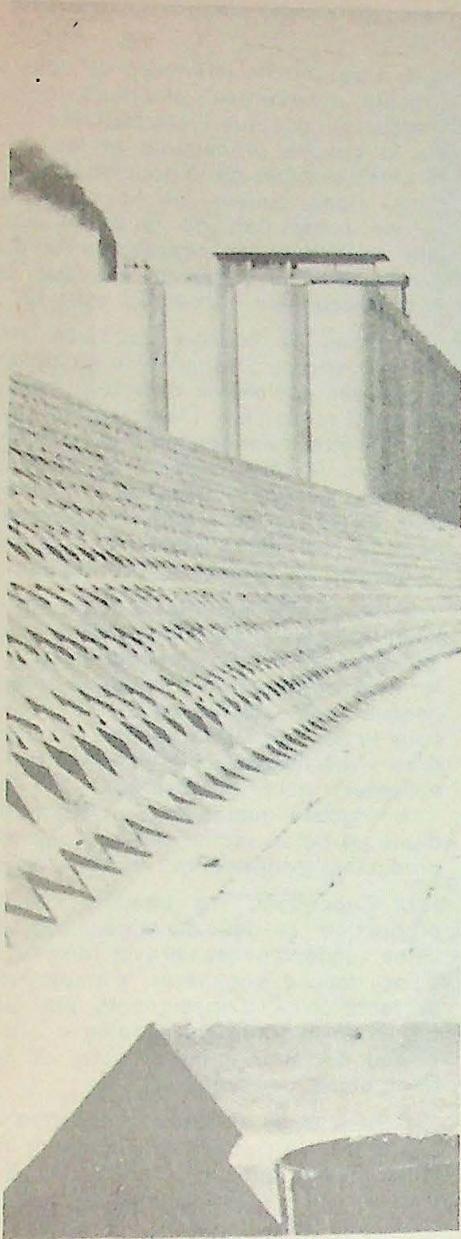
Des origines aux enseignements de Mai 68

Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans les trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque.

Jusqu'au 15 mars, ce livre peut être commandé en souscription aux  
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée-Paris 15<sup>e</sup>,  
C.C.P. 19 706 28, Paris.

Prix de vente public : 18 F — En souscription : 15 F  
En souscription par 10 exemplaires 12 F





min de la création d'une nouvelle Internationale ?

b) La tâche prioritaire du syndicalisme révolutionnaire européen est de devancer les appareils réformistes dans cette voie, de manière à peser lourdement sur l'orientation du syndicalisme européen en général.

c) Comment devancer les appareils réformistes ? Par la constitution immédiate d'un **front des mouvements révolutionnaires et des tendances révolutionnaires minoritaires des appareils réformistes au niveau européen**. Néanmoins, ceci pose un certain nombre de questions. Quels principes doivent présider à la constitution de ce front ? Quelles formes d'action proposer à ce front ?

d) En ce qui concerne la première question, il faut que ce front soit marxiste-léniniste, de manière à éliminer toute interférence des appareils réformistes. Il faut qu'il s'engage sur une position d'internationalisme révolutionnaire : rejeter clairement et au départ toute politique de ménagement des bourgeoisies nationales du bloc national européen, du bloc international européen.

Il serait prématuré aussi de demander que ce front prenne immédiatement position sur une stratégie révolutionnaire, sur une conception de la transition vers le socialisme au niveau européen et sur une conception de l'internationalisme socialiste. Il faut au contraire insister pour que ces conceptions soient élaborées en commun : ce serait donc une des tâches prioritaires du front, et une lutte cruciale à mener sur le terrain idéologique.

e) En ce qui concerne les formes d'action de ce front, nous proposons que les luttes au sein de l'entreprise soient privilégiées par rapport aux actions de masse. En effet, l'action de masse en milieu européen ne peut aboutir à l'heure actuelle qu'à des revendications de caractère national : les conditions de vie sont par trop différentes dans les divers pays d'Europe, les problèmes qui se posent et les formes d'action par trop différentes. L'action de masse ne peut pas constituer un facteur d'unification des mouvements révolutionnaires européens.

Par contre la lutte au sein des entreprises, et plus précisément au sein des monopoles multinationaux constitue un facteur puissant d'unification, et répond à une nécessité objective de défense de la classe ouvrière. Des formes concrètes d'action ? Grèves de solidarité dans le réseau de production des monopoles multinationaux, en Europe, (européennes ou américaines), revendications salariales coordonnées. Ces formes d'action prioritaires au niveau européen ne doivent pas se traduire par un ralentissement des luttes au sein des monopoles nationaux : chaque mouvement révolutionnaire doit assumer la responsabilité de ces luttes de son côté.

f) Sur le plan politique, les mouvements révolutionnaires européens doivent s'opposer à tout rognement de leur liberté d'action et de leurs droits lors de la création de superstructures étatiques européennes. Ceci nécessite qu'ils interviennent face à ces structures sous forme d'un front unifié.

Il faut, de plus, préserver des portes de sortie des sous-ensembles européens, c'est-à-dire appuyer des revendications d'autonomie régionale au niveau européen, qui rendent possible une révolution au niveau régional. Il faut aussi s'opposer de toutes ses forces à l'europanisation des appareils militaires et policiers.

en grande partie sous forme de tendances minoritaires au sein d'appareils réformistes. Ceci commande les modalités d'organisation d'un internationalisme révolutionnaire.

Il ne peut être question d'envisager des accords internationaux au niveau des appareils réformistes : ce serait enterrer les objectifs révolutionnaires. On ne peut non plus mettre à l'écart les minorités révolutionnaires des appareils réformistes : ce serait affaiblir inutilement le mouvement révolutionnaire international. Les temps ne sont pas encore mûrs pour la constitution d'une nouvelle Internationale. Comment alors s'en passer, établir une coopération internationale des mouvements révolutionnaires et l'aiguiller sur le che-

## Luttes de libération nationale et révolution socialiste

Les peuples en lutte contre la domination impérialiste constituent, avec les pays socialistes et le prolétariat des pays impérialistes eux-mêmes, l'une des trois forces du mouvement révolutionnaire dans le monde. En connaître la nature exacte est donc indispensable à la définition d'une stratégie cohérente. Peu de problèmes pourtant donnent lieu, dans les courants socialistes contemporains, à plus de confusion : d'un côté la tradition réformiste considère que les peuples des métropoles impérialistes, « économiquement plus avancés » donc plus proches du socialisme, n'auront plus qu'à prendre par la main les peuples attardés pour les conduire au bonheur ; une partie de l'extrême-gauche attend au contraire de la « zone des tempêtes », des peuples de la « périphérie », le réveil des contradictions dans la zone centrale, endormies par l'embourgeoisement de la classe ouvrière.

Dans tous les cas, les simplifications sont fondées sur une sous-estimation des différences entre les pays et des contradictions internes de chaque société. Le vocabulaire courant reflète lui-même ces ambiguïtés : on parle de « tiers-monde », comme s'il existait un ensemble d'Etats constituant une troisième force mondiale, en dehors des blocs existants ; on parle de « pays sous-développés », comme si le niveau d'une société se définissait par rapport à un modèle de développement économique (américain, soviétique ou autre) et comme si la domination étrangère n'apportait pas, précisément, un certain type de développement dont il importe d'analyser la nature et les contradictions.

Pour définir une position par rapport à un mouvement de libération nationale, il faut donc essentiellement tenir compte des conditions spécifiques. Ce texte, faute de place, n'a pas cherché à analyser toutes les expériences mais à en tirer les leçons générales, c'est ce qui explique son caractère parfois abstrait.

## Les conséquences de l'impérialisme dans les pays dominés

### a) Les étapes de la domination.

Les formes de la domination que les puissances européennes — puis américaine et japonaise — exercent sur les régions de l'Amérique, de l'Asie et de l'Afrique varient selon le stade de développement atteint par le capitalisme. En gros, on peut distinguer trois étapes :

La phase mercantile s'ouvre avec l'essor maritime et l'expansion de l'économie marchande précapitaliste. C'est la période du **commerce de pacotille et des comptoirs**. En Afrique, la traite des Noirs s'effectuera longtemps sur la base de ces relations mercantiles. Dans cette phase toutefois, les structures des sociétés dominées ne sont pas, en général, profondément perturbées.

La période coloniale correspond à la première phase du capitalisme : la

phase pré-impérialiste, des entreprises concurrentielles en expansion qui cherchent à couvrir aux moindres frais leurs besoins accrus de matières premières. L'exploitation coloniale se caractérise donc par le **pillage des ressources naturelles** dans les pays dominés. Les puissances coloniales instaurent leur pouvoir politique dans ces pays afin de s'assurer le contrôle et l'exclusivité de leurs matières premières. L'irruption du colonialisme va alors bloquer le développement autonome des sociétés pré-coloniales, fossilisant leurs structures sociales (qu'il ne s'agit pas d'idéaliser mais qui étaient adaptées aux niveaux des forces productives de ces sociétés et qui auraient continué d'évoluer en fonction de leurs contradictions propres) et introduisant de nouvelles contradictions liées au mode de production capitaliste.

## Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur politique :  
Christian Guerche

Directeur adjoint :  
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :  
Philippe Guyot

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vailant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Salntonge - Jean Verger.

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :  
A.F.P. (pages 9, 10, 14, 16, 22, 23, 24).

Le journal réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 24.000 exemplaires

### Théâtre de l'Est Parisien

17, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>  
636-79-09 (Métro Gambetta)

Sainte Jeanne  
des abattoirs

## PANTHÉON

### La vieille fille

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Le stade impérialiste du capitalisme se caractérise par la concentration des entreprises, la fusion du capital industriel et du capital bancaire, l'achèvement du partage du monde entre les économies dominantes. Il se heurte alors, dans la métropole industrielle, à la baisse du taux de profit qu'entraînent les immobilisations croissantes de capitaux destinées à payer le progrès technique exigé par la concurrence et à la saturation relative du marché provoquée par l'orientation de la production vers la satisfaction prioritaire des besoins les plus solvables. Les pays dominés deviennent alors pour lui un débouché par le **placement de la plus-value (placement de capitaux) et l'écoulement de la production excédentaire (exportation des surplus).**

Dans cette phase impérialiste, les formes anciennes de l'exploitation coloniale subsistent même si elles ne sont plus l'essentiel : le pillage des matières premières se poursuit, le commerce de pacotille se retrouve dans les termes de l'échange, la traite des Noirs dans l'exploitation des travailleurs immigrés.

Contrairement aux précédentes qui pouvaient s'accommoder de la stagnation, cette troisième phase implique un certain développement économique des pays dominés pour assurer la mise en valeur des investissements et la solvabilité de la clientèle.

Ces deux derniers impératifs donnent la suprématie aux contradictions nouvelles, aux rapports de production rendus nécessaires par l'introduction d'une nouvelle technologie et par l'élévation consécutive des forces productives.

#### b) La destruction des sociétés pré-coloniales.

Pour faire fructifier leurs capitaux, les investisseurs étrangers doivent exploiter le sur-travail de la main-d'œuvre locale — condition nécessaire pour que le capital s'accroisse d'une plus-value produite par le travail. Dans ce but, le colonialisme introduit le **travail forcé et l'impôt de capitation** dont le but est de créer, artificiellement un besoin monétaire. A cause de l'impôt, le paysan est obligé de louer sa force de travail ou de consacrer une partie de sa production à des biens vendables, c'est-à-dire à la production de marchandise.

L'introduction de l'économie monétaire bouleverse la structure physique de la production, elle transforme les anciennes structures sociales fondées sur des mécanismes solidaires et des échanges directs entre valeurs d'usage (troc, prestations gratuites et réciproques de main-d'œuvre, etc.) qui se vidant de leur contenu, ne sont plus que le masque juridique du pouvoir de l'argent et de la réalité du mode de production capitaliste. De nombreux exemples peuvent en être donnés :

— **L'ensemble de l'activité économique est tournée vers l'extérieur** : la gamme même des produits se façonne aux besoins du marché mondial ; les conséquences pratiques sont bien connues : part excessive du commerce extérieur ; monoproduction, régression des cultures vivrières, donc déficit alimentaire ; réseau de communication tourné vers l'extérieur ; carence des échanges intérieurs, etc.

— **Les structures sociales et culturelles, les coutumes perdent leur signification** : disparition de la solidarité familiale élargie au profit de formes de parasitisme ; prolétarianisation des petits paysans ; dévoiement de la polygamie, condition autrefois d'une concentration efficace de main-d'œuvre dans certaines sociétés agraires, qui

devient monopole des riches ; dégénérescence de la dot qui n'est plus la compensation d'une force de travail perdue mais un véritable achat transformant les femmes en marchandise.

— **Le système politique et les formes de pouvoir « traditionnelles » sont faussés** : la colonisation française a détruit complètement les structures politiques (sauf à l'échelon local) et mis en place une administration directe par des fonctionnaires coloniaux. Les Anglais ont au contraire utilisé les notables locaux en les intégrant dans un système de domination indirecte.

#### c) La société coloniale et ses contradictions.

Sur cette base, un nouveau type de société se constitue : la société coloniale, avec ses problèmes et ses contradictions propres qui conduisent aux structures néo-coloniales actuelles et permettent de les comprendre.

La société coloniale peut être d'abord caractérisée comme une société capitaliste. En apparence, il est vrai, le mode de production capitaliste n'y est nullement le plus répandu. La petite production rurale, l'artisanat, le petit commerce occupent l'immense majorité de la population et fournissent (quoique dans une proportion un peu moindre) la majorité de la production et des revenus. Certains sociologues ont parlé à cet égard de « société dualiste », comme s'il existait deux secteurs économiques juxtaposés et n'entretenant pas de rapports : un secteur moderne, monétaire, capitaliste, un secteur traditionnel, de subsistance non capitaliste.

En fait, il ne s'agit pas d'une « juxtaposition » mais d'une « combinaison » de modes de production différents. Le mode de production capitaliste gouverne l'ensemble des échanges, même si les formes de la production lui échappent. Les prix et les quantités sont déterminés par la loi de la valeur sur le marché mondial et conditionnent l'ensemble des activités, même si les conditions de travail s'apparentent encore, en apparence, aux rapports de production pré-capitalistes. L'hégémonie du mode de production capitaliste est donc manifeste sur le plan de l'économie comme elle l'est sur le plan culturel.

Ce débat entre tenants de l'économie « dualiste » et de « l'hégémonie du mode de production capitaliste » est loin d'être une querelle académique. L'appréciation des conflits internes et les perspectives de transformation révolutionnaire dans ces sociétés en dépendent étroitement. L'exploitation capitaliste fait apparaître un prolétariat, une bourgeoisie. Mais les anciennes divisions sociales (tribus, clans, castes, classes d'âge, etc.) n'ont pas disparu. Si l'on considère les modes de production comme juxtaposés, ces clivages sociaux le sont eux-mêmes, ils s'entrecroisent sans que l'on puisse distinguer les contradictions fondamentales des contradictions secondaires. Si l'on reconnaît au contraire que le mode de production capitaliste est hégémonique, ce sont les contradictions de classe qui apparaissent comme déterminantes.

De ce point de vue, nous pouvons ramener à un schéma relativement simple la pyramide sociale dans les pays coloniaux :

1) La pointe extrême de la pyramide se trouve située en dehors. Ce sont les centres de décision extérieurs, les centres de décision des Etats et des grandes firmes impérialistes ;

2) Le sommet visible dans le pays lui-même, est constitué par la couche supérieure de la colonisation, administrateurs et hommes d'affaire, repré-

sentants directs des dirigeants extérieurs ;

3) Une couche inférieure de colons (agents subalternes, planteurs, commerçants) constitue l'intermédiaire entre la couche précédente et les différentes couches de la population indigène. Sans pouvoir et ne recevant qu'une faible part de la plus-value, elle cristallise les ressentiments du peuple dominé parce qu'elle est le plus directement en contact avec lui ;

4) Dans la couche coloniale, on pourrait encore distinguer de multiples catégories sociales à caractère généralement parasitaire. Deux surtout méritent d'être mentionnées : les militaires, dont le rôle répressif est essentiel pour assurer l'ordre du colonisateur, et les représentants des Eglises, dont le rôle idéologique et politique (« mission ») ne saurait être négligé ;

5) La couche supérieure de la population indigène joue elle aussi le rôle d'intermédiaire entre les nationaux et le maître étranger. Ce type de bourgeoisie est classiquement désigné sous le nom de « bourgeoisie compradore » (de l'espagnol « comprador » : acheteur) pour la distinguer de la « bourgeoisie nationale » détentrice d'une partie au moins des moyens de production (propriétaires terriens, etc.).

6) Cependant, les besoins de la production et des échanges capitalistes rendent nécessaire la formation d'une couche subalterne d'employés, de techniciens, d'enseignants, etc. Sa formation plus tardive la relègue à un niveau social inférieur à celui de la bourgeoisie compradore ;

7) La classe ouvrière commence à se former dans quelques secteurs limités. Numériquement très faible, elle n'en est pas moins susceptible d'un rôle important grâce à sa position stratégique dans la production et aux formes d'organisation que son mode de travail lui impose (naissance des organisations syndicales) ;

8) La paysannerie constitue l'immense majorité de la population. Sa structure est assez différente selon les régions du monde : petite exploitation familiale traditionnelle, associée ou non à une propriété collective mythique de la terre ; exploitation féodale par un seigneur militaire ou un chef religieux ; exploitation latifundiaire de type moderne, par un propriétaire capitaliste. Seul le troisième type d'exploitation (Amérique du Sud, Rhodésie, Afrique du Sud, Algérie avant l'indépendance) engendre un prolétariat agricole au sens propre du terme. Dans les deux autres, l'exploitation capitaliste s'exerce indirectement par le canal des mécanismes d'échange ;

9) Les anciennes classes dirigeantes de la société pré-coloniale sont difficiles à classer dans cette pyramide. Certains éléments se distinguent peu de la masse paysanne. D'autres, intégrés à l'appareil colonial, font partie de la bourgeoisie compradore. Dans de rares cas, souvent sur des bases religieuses (notamment en Islam), cette classe s'oppose en tant que telle à l'impérialisme et à la bourgeoisie compradore, en s'appuyant sur son autorité auprès des masses paysannes. Des éléments qui se révéleront particulièrement négatifs et réactionnaires par la suite peuvent jouer ainsi un rôle objectivement positif dans la première phase.

Entre ces différentes couches sociales, le dynamisme de la société coloniale va développer une double contradiction : entre les intérêts impérialistes et les intérêts nationaux ; entre les masses et la bourgeoisie en formation.



Dans toute la phase coloniale proprement dite, c'est-à-dire tant que l'indépendance politique n'est pas acquise, la première contradiction l'emportera et masquera la seconde. Des « fronts nationaux » se formeront entre toutes les couches nationales, sous la direction de la bourgeoisie compradore ou de la petite bourgeoisie, conduisant par là même à deux types différents de société post-coloniale.

Les objectifs de la bourgeoisie compradore sont de remplacer la couche des petits colons et une partie de la couche des gros colons comme intermédiaire entre la bourgeoisie impérialiste et les masses exploitées. Les revendications politiques d'autonomie, puis d'indépendance dans un cadre étatique hérité de la colonisation, doivent lui en donner les moyens. Les plans de croissance vont en être l'expression dans le domaine économique : ils visent à augmenter la

valeur des produits sans en modifier ni la gamme physique ni les rapports sociaux de production, favorisant ainsi l'enrichissement et l'accession au pouvoir de la bourgeoisie compradore.

Bien que ces objectifs soient fondamentalement étrangers aux intérêts des masses populaires ils peuvent constituer une plate-forme commune dans la première phase. L'abolition du travail forcé, par exemple, sera un mot d'ordre mobilisateur pour toutes les sociétés coloniales. La bataille sur ce terrain pourra revêtir des formes très diverses (lutttes armées, grèves, manifestations, action légale) dont il ne faut pas sous-estimer même les formes les moins violentes. Dans tous les cas, il s'agit bien d'une lutte réelle, qui fait éclater les contradictions entre les diverses couches de la bourgeoisie impérialiste et coloniale sous des formes parfois très vives (exemple de l'O.A.S. en Algérie).

## Les luttes de libération

### a) Les conditions du succès des luttes.

L'expérience a montré que le succès des luttes de libération dépend essentiellement de la justesse des analyses effectuées par les mouvements de libération et de leur attitude à lier leur pratique de la lutte à ces analyses.

La définition d'une stratégie procède en effet de la prise en considération du caractère spécifique de chaque situation : structure de classe de la formation sociale, nature de ses contradictions, évolution du rapport de forces sur les plans intérieur et international...

Seule cette analyse permet de définir les bases sociales du mouvement

révolutionnaire, de fonder la lutte sur des bases concrètes et de déterminer ses objectifs : révolution démocratique contre le féodalisme, révolution nationale contre l'impérialisme ou lutte pour le socialisme selon les cas.

Par ailleurs, l'expérience prouve que les formes de la lutte, les formes d'organisation du mouvement de libération, l'action idéologique qui y est menée, sont déterminantes pour reprendre, après la libération, les luttes qui doivent engager la construction du socialisme.

### b) Les bases sociales des mouvements de libération.

Pour vaincre l'impérialisme, un mouvement de libération doit réaliser une alliance de classes dont les limites dépendent de l'appréciation correcte de ce qui est contradiction principale, et contradiction secondaire : trop restreinte, l'alliance affaiblit le mouvement et l'expose à la répression ; trop large, elle risque d'éclater et compromet l'avenir du mouvement, récupérable alors par les éléments réformistes, voire réactionnaires.

Ceci pose en particulier le problème de l'intégration à cette alliance des éléments de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie en lutte contre l'impérialisme aux côtés de la classe ouvrière et des autres classes exploitées par le capitalisme (paysans pauvres, chômeurs...).

En définitive, la direction du prolétariat — même s'il est numériquement très faible — garantit la possibilité pour le mouvement de déboucher sur des luttes pour le socialisme.

### c) Formes d'organisation et formes de lutte.

La lutte de libération et la lutte révolutionnaire fondées sur l'alliance des classes nécessitent l'organisation du front uni.

Tout front uni comprend des éléments diversement engagés que le parti a pour tâche de regrouper. Les rapports entre ces éléments doivent reposer à la fois sur l'union et sur la lutte idéologique destinée à réduire leurs contradictions secondaires. L'action du parti au sein du front est fondamentale pour apprécier les perspectives du mouvement de libération et prendre en charge les tâches qui doivent suivre la libération.

Les formes d'action du front doivent permettre non seulement de renverser les rapports de forces entre le front et les éléments qu'il combat mais aussi de l'affermir et de clarifier sa ligne dans un sens révolutionnaire.

Si l'affrontement violent se révèle indispensable, il n'assure cependant pas spontanément cette clarification car il peut parfaitement être mené sur des bases réformistes.

### d) Le rapport de forces international.

Le soutien à accorder à un mouvement de libération doit prendre en compte, non seulement ses perspectives révolutionnaires, mais sa capacité à mettre en difficulté l'impérialisme. En ce sens, on peut être amené à soutenir un mouvement de libération dont les perspectives révolutionnaires

sont faibles, voire inexistantes. Soulignons toutefois que le type de relations à assurer avec de tels mouvements ne peut être de même nature que les relations à assurer avec des mouvements de libération ayant des perspectives révolutionnaires.

En tout état de cause, il faut éviter de se poser en donneur de leçons. La conduite de la lutte appartient totalement à ceux qui sont sur le terrain et sont par là seuls juges des conditions spécifiques de la lutte. Il ne faut d'ailleurs pas négliger les possibilités de radicalisation souvent rapides que déclenche la lutte elle-même.

## Le néo-colonialisme

L'évolution contemporaine des Etats autrefois colonisés est conditionnée par la nouvelle stratégie de l'impérialisme depuis la Seconde Guerre mondiale : l'impérialisme accepte la décolonisation qui correspond à une modification des rapports de force à l'échelle mondiale, mais cherche des formes d'intégration des sociétés nouvellement apparues sur la scène internationale. Il s'agit pour les monopoles impérialistes de s'approprier l'excédent économique produit par la périphérie ; cela s'accompagne du transfert des centres de décision en matière de technologie, financement, administration, commercialisation, etc.

Cette relation de dépendance varie avec les conditions socio-économiques qui dominent à long terme l'évolution du système impérialiste : lors de la réalisation, de la baisse tendancielle du taux de profit, essentiellement.

### Les armes du néo-colonialisme

#### I. — La dépendance économique.

La dépendance se traduit d'abord au niveau commercial par le contrôle du marché international des matières premières par les monopoles impérialistes ; dans un grand nombre de cas, ceux-ci contrôlent également les sources locales de matières premières, par les blais d'« enclaves » dans les pays dominés (exploitation pétrolière, minières, agricoles...). Cela permet une exploitation maximum, puisque les prix des matières premières sont fixés arbitrairement par des ententes entre monopoles impérialistes, et que le système de l'enclave assure la maîtrise totale du processus de production.

A cette dépendance commerciale s'ajoute de plus en plus une dépendance industrielle technologique. Cela se traduit par l'investissement impérialiste dans l'industrie locale (biens de consommation généralement), et par le financement externe de l'implantation de secteurs productifs à technologie avancée (industrie lourde, électronique, mécanique de précision...). L'importation de la technologie métropolitaine oblige à l'importation de personnel qualifié ou à la formation externe du personnel local ; de plus, elle constitue une importante source de revenus : royalties, brevets, licences... En définitive le flux de capitaux rapatriés vers les métropoles au titre des diverses formes de service du capital tend à devenir supérieur au flux de capitaux venus de l'extérieur pour être investi dans l'économie locale ; ainsi s'ouvre un processus de décapitalisation de la périphérie au bénéfice du centre impérialiste qui permet de contrecarrer momentanément la tendance à la baisse du taux de profit.

La conséquence directe de ce processus, c'est la crise de la balance des paiements des pays dominés auquel il ne peut être remédié que par l'endettement international. Or, les sources de financement internationa-

les sont étroitement contrôlées par l'impérialisme (FMI, BIRD, EXIMBANK, BID, AID...), ce qui lui permet d'imposer des conditions de prêts très lourdes pour les pays dominés. L'endettement ne sert bientôt plus qu'à servir l'amortissement des emprunts antérieurs : c'est la « spirale de l'endettement ».

A ce niveau, les prétendues politiques d'« aide économique » accentuent le degré d'endettement à l'égard d'un pays précis ; elles permettent un contrôle serré de l'économie locale par l'impérialisme (envoi de missions, d'experts, etc.) enfin elles assurent le financement de l'implantation impérialiste, l'Etat du pays dominé servant d'intermédiaire au service des monopoles.

#### II. — Les bouleversements sociaux correspondants.

Dans les pays dominés par l'impérialisme, la formation sociale subit de profondes transformations. La bourgeoisie compradore s'affirme dominante grâce au soutien que lui apporte l'impérialisme ; vivant sur les miettes que lui abandonnent les monopoles internationaux ou pratiquant la spéculation à grande échelle, elle sert également de paillason pour la pénétration étrangère. Enfin, elle s'emploie à liquider tous les pôles de résistance à sa domination ; c'est ainsi que la bourgeoisie nationale perd toute possibilité objective d'existence autonome, car sa volonté d'accumulation entre en contradiction avec la volonté de l'impérialisme d'extorquer le maximum de profit.

Une des premières victimes apparaît être la petite bourgeoisie intellectuelle qui, après avoir joué un rôle souvent progressiste dans la lutte anti-colonialiste, peut devenir un élément d'opposition au nouveau système d'exploitation et de domination.

Par contre, se développe une bourgeoisie bureaucratique sur la base du parasitisme de l'appareil d'Etat hypertrophié. Cette bourgeoisie sera tentée par la suite de créer les bases matérielles de son pouvoir en jouant la carte du capitalisme d'Etat. Cela constitue une source potentielle de contradictions avec la bourgeoisie compradore.

Dans la plupart des pays, la classe ouvrière se développe à un rythme rapide, grâce au processus d'industrialisation dépendante. Ce prolétariat est généralement surexploité, mais il ne possède qu'un faible niveau de conscience de classe, du fait de l'absence de traditions ouvrières. Toutefois, c'est généralement là que l'on trouve les noyaux d'organisations syndicales et de partis politiques marxistes, conscients du rôle principal du prolétariat dans le processus d'émancipation des pays dominés.

La paysannerie connaît elle aussi de profondes transformations. Elle alimente d'une part la croissance d'un prolétariat agricole surexploité, d'autre part un exode vers les villes où les déracinés, trouvant difficilement un emploi, constituent un lumpen-



prolétariat particulièrement instable sur le plan politique.

#### III. — Le contrôle politique.

L'habileté du néo-colonialisme fut de concéder aux pays exploités et dominés les formes juridiques de l'indépendance. Les nouveaux Etats guidés par la métropole se dotèrent de constitutions copiant les schémas européens sans aucun réalisme. Coups d'Etat, régimes militaires, dictatures fascistes sont la conséquence logique du caractère artificiel de leurs institutions.

L'impérialisme conserve de puissants moyens de contrôle politique dans les pays dominés aux niveaux national et international : ambassades, pressions diplomatiques, organisation de coups d'Etat, aiguillage des conflits internes à la bourgeoisie locale, institutions d'espionnage telles que la C.I.A... Il joue un rôle important dans la formation de l'armement des instruments de répression locaux ; police politique, forces spéciales, bérêts verts, etc. Enfin, il se garde la possibilité d'interventions militaires di-

rectes, en entretenant un réseau de bases militaires tout autour du monde.

Une place particulière doit être faite dans ce dispositif à la « politique d'aide » : instrument d'exploitation économique, elle sert aussi à l'asservissement politique et diplomatique, à la dépendance militaire, à l'implantation permanente de l'impérialisme dans tous les secteurs d'activité du pays dominé. C'est dans ce cadre qu'il faut situer les politiques de « coopération » et en particulier celle de la France.

#### IV. — Le contrôle idéologique et culturel.

L'impérialisme ne méconnaît pas l'importance capitale de la culture dans le processus de domination et d'exploitation. Il a tenté d'étouffer et de ridiculiser à leurs propres yeux toutes les formes de culture propres aux pays qu'il asservit, à moins qu'elles continuent de lui faciliter le contrôle indirect des couches sociales les moins intégrées au mode de production capitaliste par l'intermédiaire de notables plus ou moins traditionnels mais vassalisés. La propagation de la langue et des usages du colonisateur, et à travers eux de son idéologie, a été décisive dans la formation et l'isolement de la bourgeoisie compradore. L'école continue de jouer ce rôle de façon différenciée selon les niveaux de formation, pour les couches de plus en plus nombreuses progressivement intégrées au mode de production capitaliste.

Les couches populaires urbaines, voire les masses rurales, même analphabètes, reçoivent par l'image, la publicité, le cinéma, la radio... le même sous-produit culturel que les masses occidentales.

L'hégémonie culturelle suscite cependant de nouvelles contradictions. Ainsi, le néo-colonialisme nécessite la formation professionnelle et idéologique d'une main-d'œuvre assimilée assez nombreuse, ce qui ouvre la voie d'une évolution ambiguë et difficilement contrôlable : domestication mais aussi création d'une nouvelle force contestataire.

De même, en diffusant leur culture et leur langue, les pays impérialistes diffusent des instruments d'assimilation qui sont, potentiellement, des instruments de lutte, dans la mesure où ils permettent la communication entre tous les exploités par un même impérialisme.

L'introduction des stéréotypes des sociétés capitalistes (par l'école ou la publicité par exemple) se retourne également contre le néo-colonialisme. Ces modèles proposent la réussite individuelle à travers l'acquisition des symboles de cette réussite. Mais la contradiction éclate entre ces modèles et la réalité, ouvrant la porte à la frustration et à la prise de conscience.

Face à la pénétration culturelle de l'impérialisme, les forces anti-impérialistes ont parfois cherché à s'appuyer sur l'héritage culturel traditionnel. Pendant la période coloniale, ce fut effectivement, dans plusieurs cas (pays islamisés notamment), un facteur de la résistance. Mais cet héritage culturel est lié à des rapports sociaux régressifs et constitue par là un obstacle à la prise de conscience des réalités nouvelles.

En définitive, la résistance à la domination extérieure ne se fera pas par un retour à des valeurs issues de rapports de production abolis. Mais inversement, l'apparition d'une nouvelle culture, liée à l'évolution des forces productives et des rapports de production ne surgira pas du néant culturel, mais se greffera sur la culture ancestrale.

# L'accumulation nationale

Dans les années 50-60, on a assisté à l'éclosion, à travers le monde, de toute une série de « révolutions nationales » se réclamant peu ou prou du neutralisme ou du socialisme. Nombreux sont les dirigeants de ces pays qui ont affirmé vouloir s'engager économiquement dans une voie de moindre dépendance à l'égard des grandes puissances. Nombreux sont les pays qui ont déclaré vouloir mettre en œuvre une politique d'indépendance nationale. Quelles significations peut-on attribuer à ces tentatives et quelles limites rencontrent-elles ?

## I - Les tentatives d'accumulation nationale.

Nous appellerons tentatives d'accumulation nationale l'expérience de pays qui tentent d'éviter le transfert de plus-value dégagé à l'intérieur de leurs pays vers l'extérieur et qui cherchent par conséquent à mobiliser les capitaux sur place pour les utiliser à la création des bases d'une économie « moderne » (industrialisation) et indépendante.

Seule une appropriation publique du surplus dans le cadre de l'Etat peut permettre une mobilisation du surplus dans le même pays. Il faut en effet une volonté politique pour essayer d'enrayer les mécanismes de fonctionnement du système capitaliste.

Les pays qui s'engagent dans cette voie sont par conséquent des pays dans lesquels l'Etat va tendre à contrôler les grands secteurs de l'économie, à impulser une « politique de développement » et essayer d'en assurer l'exécution grâce à de nombreux organismes sous sa tutelle.

Généralement, les décisions prises par les gouvernements des pays dominés pour s'opposer au drainage du surplus sont de plusieurs ordres : récupération des richesses nationales naturelles (nationalisations d'exploitations minières, pétrolières, de grands domaines agricoles, etc) ; valorisation de leurs produits sur le marché mondial (recherche d'un meilleur prix de vente) ; tentatives pour modifier le rôle assigné par les puissances dominatrices dans la division internationale du travail, c'est-à-dire produire d'autres biens que ceux imposés par le colonialisme ou le néo-colonialisme : reconversion de cultures, mise en valeur industrielle de productions locales ; tentatives pour modifier les rapports de dépendance vis-à-vis des métropoles impérialistes : (essais de dégagement des zones monétaires contrôlées par les puissances impérialistes, essais de contrôle du commerce extérieur...).

En mettant en œuvre une telle politique, les pays dominés sont amenés à se heurter à l'impérialisme. Quels sont alors les problèmes rencontrés ?

Samir Amin a montré (1) que la domination du capital central sur l'ensemble du système économique mondial et les mécanismes essentiels d'accumulation primitive à son bénéfice qui traduisent cette domination, imposait d'étroites limites au développement des pays dominés. En effet, ces tentatives d'« accumulation nationale » sont généralement le fait de bourgeoisies nationales qui ne peuvent remettre en cause complètement leur insertion dans le marché capitaliste mondial.

## II - Le rôle des bourgeoisies nationales

Le nouveau rôle dévolu à l'Etat permet à une fraction importante de la

petite bourgeoisie « bureaucratique » de jouer un rôle croissant.

Bien que cette couche ne soit pas en titre propriétaire des moyens de production, le fait qu'elle dispose de ces moyens par le biais de l'Etat propriétaire, permet de l'assimiler à une bourgeoisie en formation, avec ses intérêts propres (la valorisation du capital dont elle a la gestion), antagonistes avec ceux du prolétariat. Elle se retrouve donc sur une même position de classe que la bourgeoisie nationale ancienne (propriétaires fonciers, petits industriels, gros commerçants) dont la fonction n'est pas fondamentalement de produire pour l'exportation. Des conflits peuvent, certes, opposer ces deux groupes, mais leur complémentarité voire leur inter-pénétration) doivent, en principe, leur permettre d'avoir une attitude commune face à l'impérialisme d'une part, face à leur prolétariat d'autre part.

La politique de ces bourgeoisies nationales visera à se trouver une meilleure place au sein du marché capitaliste mondial.

Dans ce but, la bourgeoisie nationale du pays dominé sera amenée à s'opposer aux intérêts impérialistes, parfois à s'arranger avec eux, parfois à combiner les deux en jouant sur les conflits inter-impérialistes. Par conséquent, l'anti-impérialisme des bourgeoisies nationales des pays dominés revêtira toujours un caractère précaire et fluctuant.

Par ailleurs, ces bourgeoisies nationales doivent chercher à masquer la division en classes en polarisant l'attention du peuple sur l'exploitation des satellites nationaux par les grands monopoles impérialistes. Leur anti-impérialisme est alors un moyen efficace de faire oublier l'exploitation capitaliste interne, c'est-à-dire de faire l'économie d'une révolution socialiste.

Pour les bourgeoisies nationales, l'impérialisme ne désigne donc pas le stade suprême du capitalisme, mais l'étranger. L'« anti-impérialisme » ne peut donc avoir la même signification pour elles et pour les marxistes.

## III - Les relations entre le mouvement révolutionnaire et les bourgeoisies nationales.

Il résulte de l'analyse qui précède que la bourgeoisie nationale et en particulier la bourgeoisie d'Etat ne peut à terme, que devenir l'appendice de la bourgeoisie impérialiste dans les pays dominés. Elle ne peut que remplacer la couche de la bourgeoisie compradore ou s'allier à celle-ci dans le rôle d'agent local de l'impérialisme. En effet, ces deux couches ne sont pas, de nature, radicalement différentes. La bourgeoisie dite « nationale » a pu se créer et connaître un développement important dans certains pays, soit parce qu'à certaines périodes de l'histoire, l'étreinte de l'impérialisme s'est relâchée (par exemple, en Amérique latine, durant les périodes de crise mondiale), soit parce que les gages livrés par le colonialisme ne lui paraissaient pas suffisants et le contraignaient à avoir recours à la lutte armée (Algérie). En phase de normalisation, ces écarts par rapport à la bourgeoisie mondiale dominante tendent à s'estomper et les différences entre bourgeoisie « compradore » et bourgeoisie « nationale » à disparaître.

On voit se constituer dans un grand nombre de pays dominés de nouvelles

couches bureaucratiques au poids spécifique dont la fonction est de reproduire les rapports de production capitalistes. Cette montée traduit la tendance contemporaine au capitalisme d'Etat dans les pays dominés. Cette voie nouvelle du développement du capitalisme dans les pays dominés ne peut et ne doit surtout pas être confondue avec les expériences de transition au socialisme qui requièrent : la transformation socialiste des rapports de production internes et non l'amalgame des classes sociales sous le couvert de la nation et la rupture avec le marché capitaliste mondial et non la recherche d'une nouvelle spécialisation internationale dans le cadre de l'intégration au marché mondial.

S'il apparaît donc que la bourgeoisie nationale au pouvoir ne peut jeter les bases d'édification du socialisme, il n'en reste pas moins vrai que

pendant quelque temps, elle peut, en exploitant une situation internationale par exemple, s'affranchir partiellement du camp impérialiste. La contradiction entre bourgeoisie nationale et système impérialiste est certes une contradiction secondaire, interne au mode de production capitaliste lui-même, mais cette contradiction peut dans certains cas se déplacer et devenir principale.

Cela signifie que le mouvement révolutionnaire peut être amené, durant une période plus ou moins longue à soutenir une bourgeoisie nationale lorsque celle-ci est en conflit ouvert avec l'impérialisme. Il doit être clair que ce soutien objectif ne revêt qu'un caractère tactique et qu'il ne saurait être interprété comme un détournement de l'objectif fondamental de la révolution.

(1) - L'accumulation à l'échelle mondiale.

## La libération socialiste

1. Avec la phase du néo-colonialisme, le contenu de l'alliance de classe sous-tendant la lutte de libération nationale, tend à se modifier par rapport à l'ancienne période coloniale. Il ne saurait être question de laisser jouer un quelconque rôle à la bourgeoisie nationale, laminée ou corrompue par l'impérialisme. C'est autour de la classe ouvrière et de son principal allié, la paysannerie pauvre, que se noue la nouvelle alliance de classe : s'appuyant sur une ligne de masse et développant des formes d'organisation et d'action adaptées aux conditions concrètes (niveau de conscience, puissance de l'appareil répressif, etc.), le mouvement révolutionnaire doit, dans l'ensemble, rompre avec toute forme de réformisme.

2. La lutte de libération nationale débouche nécessairement sur l'attaque frontale contre l'impérialisme, puisqu'il n'est plus possible de passer de compromis. L'importance et la forme de la pénétration impérialiste dans les économies dépendantes impose de le chasser de tous les secteurs, au besoin en s'isolant momentanément du marché international. C'est le préalable à toute transformation révolutionnaire des rapports de production, c'est-à-dire à l'ouverture de la transition vers le socialisme.

3. S'affronter à l'impérialisme afin de déboucher sur la révolution socialiste suppose un nouvel affrontement violent entre les classes, qualitativement différent de la guerre de libération contre le colonisateur. En effet, la lutte est désormais menée, non seulement contre l'ennemi externe (l'impérialisme), mais aussi contre l'ennemi interne, la bourgeoisie compradore qui n'hésitera pas à employer toutes les armes à sa disposition pour briser le mouvement révolutionnaire ou pour saboter une expérience populaire.

4. La lutte contre le néo-colonialisme menée dans un seul pays doit tenir compte du caractère international de la domination impérialiste. Les expériences nationales de libération se heurtent rapidement à de graves limitations : blocus économique, pression militaire, coup d'Etat fasciste... Les problèmes de la lutte anti-impérialiste et de la révolution socialiste doivent donc être envisagés à l'échelle internationale ou, tout du moins, continentale. A ce niveau peuvent être résolus les principaux problèmes économiques, ceux de la solidarité anti-impérialiste et ceux de la lutte culturelle et idéologique. C'était le sens de la conférence de l'O.L.A.S. pour l'Amérique latine ou de la coordination de la guerre populaire en Indochine.



1<sup>er</sup> texte

# Les problèmes de la société de transition du capitalisme au socialisme

La société de transition du capitalisme au socialisme est « une forme spécifique de coexistence ou de présence simultanée et d'interactions de plusieurs modes de production ». La transition commence avec la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Cette conquête du pouvoir d'Etat est le remplacement de l'appareil d'Etat bourgeois par l'Etat prolétarien, et sa destruction progressive. Une des transformations qui débute la période de transition est généralement la nationalisation des principaux moyens de production qui deviennent ainsi propriété d'Etat. Mais cette transformation qui ne concerne, comme l'a souligné Lénine, que le pouvoir juridique de la propriété, ne doit pas être confondu avec la « socialisation » qui requiert pour les travailleurs la possibilité de mettre en œuvre les moyens de production et de disposer des produits. A cette étape, la superstructure politique ne correspond donc plus à la base économique, dont on peut penser qu'elle est encore largement dominée par des rapports de production capitalistes, même si déjà, au niveau des unités de production, le prolétariat a mis en place des formes nouvelles d'organisation (contrôle ouvrier) permettant de déboucher sur des rapports de production socialistes.

La période de transition est une période caractérisée par la non-concordance des instances de la formation sociale concernée; période, par conséquent, où les contradictions à tous les niveaux sont encore très vives et où la lutte de classes se poursuit. Ces contradictions proviennent non seulement du fait que le socialisme ne domine pas l'économie mondiale (la formation sociale en

# La transition vers le socialisme

*La commission internationale a retenu le problème des « sociétés de transition » comme l'un des trois thèmes principaux pour la préparation du débat. Comme pour les autres thèmes, un groupe de travail s'est constitué à cet effet. Les désaccords qui sont apparus n'ont pas permis la rédaction d'un texte commun, même avec des nuances et certaines contradictions. Nous publions donc ici deux textes distincts. Le lecteur s'apercevra sans peine qu'ils ne sont pas seulement contradictoires : ils abordent en fait la question sous un angle totalement différent. Pour en faciliter la comparaison nous croyons utile de préciser que le désaccord fondamental a porté sur la notion même de « transition ». Pour les rédacteurs du premier texte, il est possible de définir un certain nombre de critères minima (parmi lesquels le désengagement du marché mondial) qui caractérisent la transition au socialisme et permettent d'apprécier les expériences en cours. Pour les rédacteurs du second texte, la notion même de transition est ambiguë ; il n'est pas possible d'en préciser les critères ; il existe donc une multiplicité d'expériences possibles ; la rupture avec le marché mondial ne saurait être envisagée.*

*Les notes suivantes sur l'U.R.S.S. et la Chine illustrent le problème de transition. Nous aborderons ultérieurement d'autres exemples intéressants (Cuba, Vietnam, Corée, Tchécoslovaquie, Roumanie, etc.).*

transition vers le socialisme est seulement un élément de rupture) mais aussi au fait que le mode de production capitaliste dominé survit au milieu du développement du nouveau mode de production (socialiste) et qu'il peut régénérer. C'est en fonction de ces deux types de contradictions que les tâches de la période de transition au socialisme peuvent être circonscrites.

\*\*

Dans la « Critique du Programme de Gotha », Marx affirme très nettement que la valeur disparaît dès la première phase de la société « communiste ». Il dit en effet : « Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs

produits; de même le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté ».

Engels dit sensiblement la même chose dans l'Anti-Dühring : « La production immédiatement sociale comme la répartition directe excluent tout échange de marchandises, donc aussi la transformation des produits en marchandises... et par suite leur transformation en valeur ».

En effet, sous le mode de produc-

tion capitaliste, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits des travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres. Par contre, dans le mode de production socialiste, les produits ne sont plus dus à des travaux privés et ils ne sont plus destinés à l'échange : ils sont dus à un travail socialisé. La richesse sociale est constituée d'objets aptes à satisfaire des besoins sociaux.

Dans la formation sociale en transition, les rapports de production socialistes doivent dominer les rapports de production capitalistes; la finalité de la production n'est plus l'appropriation de la plus-value, mais la satisfaction des besoins sociaux. Tout doit être mis en œuvre durant la période de transition pour faire disparaître progressivement (ou tendanciellement) le fonctionnement de la loi de la valeur qui est spécifique du mode de production capitaliste. Tout doit concourir à lever les obstacles qui s'opposent à la disparition de la valeur d'échange et à la réhabilitation de la valeur d'usage. Nous verrons plus loin par quels moyens cette action peut être entreprise.

Mais auparavant, il faut examiner comment peuvent se résoudre les deux contradictions principales de la période de transition qui conditionnent également la disparition de la loi de la valeur.

1<sup>o</sup> Par rapport au marché mondial capitaliste, les tentatives de la formation sociale en transition vers le socialisme ne peuvent être que de se détacher, voire rompre avec ce marché. En effet, qu'on le veuille ou non, le système capitaliste mondial impose dans les relations économiques internationales les lois du marché et la logique de la valeur d'échange. Accepter les échanges sur ce marché, c'est accepter la concurrence internationale et tout ce qui en découle : course aux profits, recherche de la rentabilité immédiate du capital, concentration, etc., avec toutes les conséquences pour les travailleurs. Par conséquent chercher à vendre une partie de la production sur le marché capitaliste implique d'en admettre les règles de fonctionnement; or celles-ci ne peuvent qu'entraver les mesures prises pour faire disparaître le fonctionnement de la loi de la valeur et donc contribuer à la reproduction des rapports de production capitalistes à l'intérieur de la formation sociale considérée. Cela signifie concrètement que la formation sociale en transition vers le socialisme devra, avant tout, compter sur ses propres forces productives, restreindre et faire disparaître ses liens de dépendance à l'égard du marché capitaliste. Des mesures comme la nationalisation du commerce extérieur, la réduction du rôle du commerce extérieur dans le développement économique, le rééquilibrage de la balance des paiements sont des mesures indispensables en ce sens.

2<sup>o</sup> Par rapport à la domination antérieure des rapports de production capitalistes, la formation sociale en transition vers le socialisme doit favoriser la mise en place et la domination de rapports de production socialistes. Il est à noter que cette

transformation est indissociable de la modification du développement des forces productives, de la nécessité de promouvoir un autre mode de vie, un autre modèle de consommation. La transformation des rapports de production visera donc à détruire toutes les sortes de séparation que le capitalisme a instituées pour permettre son fonctionnement et qui tiennent à la séparation fondamentale des travailleurs d'avec leurs moyens de production :

— séparation entre travail manuel et travail intellectuel;

— séparation entre travail d'exécution et travail de direction ;

— séparation entre villes et campagnes;

— séparation entre producteurs et citoyens, consommateurs, usagers.

Faire disparaître la subordination des uns par rapport aux autres, lever les contradictions existant entre eux nécessite le contrôle des finalités de la production. Contrairement au mode de production capitaliste où la production est anarchique, sous le mode de production socialiste, on doit savoir pourquoi on produit et pourquoi on produit tel type de biens plutôt que tel autre.

On peut d'ailleurs remarquer que ces deux types de « rupture » (avec le marché capitaliste mondial et avec les rapports de production capitalistes internes) se conditionnent mutuellement dans leur réalisation, c'est-à-dire que l'une ne peut aller sans l'autre. Pour pouvoir ne compter que sur ses propres forces productives, la formation sociale en transition vers le socialisme doit mobiliser toutes ses ressources (humaines, physiques...), mettre au maximum en valeur toutes les potentialités. Cela exige une mobilisation populaire massive qui ne peut exister avec des rapports de production capitalistes. Inversement, une domination des rapports de production socialistes serait-elle possible sans dégagement à l'égard du marché capitaliste mondial qui, non seulement reproduirait durablement des rapports de production capitalistes, mais anéantirait les efforts, ne serait-ce que par les mécanismes d'exploitation dus à l'échange ?

Les principes fondamentaux de la période de transition reposent donc à la fois sur la remise en cause de la situation du pays dans la division internationale du travail et sur la remise en cause de la division sociale et technique du travail entre les producteurs du pays considéré.

La période de transition au socialisme que nous assimilons donc à la période de dictature du prolétariat doit par ailleurs se donner les moyens de restreindre le champ d'action de la loi de la valeur et c'est là le rôle de la planification.

— la planification ne signifie nullement plan économique: elle a certes des objectifs économiques, mais aussi et surtout des objectifs politiques. Cela signifie que le plan, en tant qu'instrument de la direction de l'économie, non seulement fixe les rythmes de développement des différentes activités économiques et coordonne leurs objectifs de production entre eux, mais qu'il est également et surtout le moyen essentiel de

la mise en œuvre d'une politique de transformation des rapports de production et de développement des forces productives. Ce qui implique donc qu'il puisse permettre la maîtrise des travailleurs sur les moyens de production et les reconversions ou ajustements nécessaires de l'appareil de production (tel qu'il fut hérité du système capitaliste) aux nouveaux objectifs de satisfaction des besoins sociaux.

— la planification doit dominer les rapports entre unités de production. En effet, l'intervention de la planification doit tendre à faire disparaître l'« entreprise », en tant qu'unité capitaliste de production.

L'unité de production socialiste est nécessairement différente de l'entreprise capitaliste; elle ne peut considérer ses intérêts propres sans considérer les besoins de l'ensemble. On ne peut juger de la rentabilité d'une entreprise en régime socialiste indépendamment de ce qui est rentable pour l'ensemble de la communauté. Les critères de production et de gestion ne peuvent donc être strictement économiques ils sont aussi politiques quant à la détermination des objectifs quantitatifs et de la nature des biens produits. Par ailleurs, ce sont précisément les échanges entre entreprises dans la période de transition au socialisme qui permettent aux catégories marchandes de subsister et par conséquent à la loi de la valeur de continuer à jouer. C'est donc par une action politique consciente par l'intermédiaire du plan que la séparation des entreprises entre elles pourra être abolie et que les rapports marchands pourront disparaître.

— les producteurs immédiats doivent avoir le contrôle et la maîtrise de la planification, instrument de la maîtrise plus générale des moyens de production. Cette planification, telle qu'elle a été définie, ne peut en effet atteindre les buts assignés si son élaboration en exclut les producteurs et les cantonne uniquement dans un rôle d'agents d'exécution. Il ne peut y avoir d'objectifs conformes aux besoins du prolétariat que si celui-ci a les moyens de décider de ces objectifs. Cela signifie donc la nécessité d'une véritable démocratie prolétarienne de masse.

— les producteurs immédiats doivent exercer ce contrôle et cette maîtrise au travers du parti révolutionnaire, garant de la démocratie prolétarienne de masse. Pour que ce parti exprime la volonté réelle des masses, trois conditions minimales lui sont requises :

— qu'il dispose d'une base sociale prolétarienne;

— qu'il entretienne une liaison réelle avec les masses;

— qu'il dispose et développe une idéologie prolétarienne.

Les conditions que nous avons dégagées pour que le passage du capitalisme au socialisme — but de la période de transition — s'effectue sans retour possible au capitalisme, relèvent certes de considérations théoriques. Mais, comme on va le voir avec des exemples concrets de pays ayant tenté ou tentant de s'engager sur la voie socialiste, ces questions théoriques reflètent des problèmes très concrets que les pays

concernés ont rencontrés, auxquels ils ont répondu à des degrés divers ou selon des méthodes fort différentes. Quelle que soit la manière dont le problème a été abordé et la façon dont il a été réglé (ou non), il a toujours fait l'objet d'une discussion théorique autour des principes marxistes. Cette première partie que nous avons présentée ne doit donc pas être considérée comme une volonté de « donner des leçons » ou comme une élucubration abstraite, mais elle correspond, à partir de débats antérieurs dans le mouvement communiste international et des enseignements des expériences de transition, à un essai de contribution synthétique à ce que peut être la « période de transition au socialisme ».

De plus, nous pensons que la détermination des objectifs à long terme du P.S.U. doit passer par ce genre de réflexion. Si l'on prend par exemple le thème de l'autogestion qui est au centre de nombreuses discussions actuelles et qui entretient nombre de confusions et d'équivoques, il nous semble évident que le débat ne pourra être éclairé qu'en fonction d'une réflexion théorique embrassant tous les aspects de la période de transition au socialisme.

Lorsque des camarades parlent de l'autogestion dans l'entreprise comme étant un moyen de préserver l'autonomie des décisions de l'entreprise et

de faire prendre directement en charge leurs affaires par les travailleurs, ont-ils bien mesuré toutes les conséquences de ces affirmations? N'ignorent-ils pas tout ce qui est l'environnement de l'entreprise, l'ensemble de la communauté humaine, le problème de l'Etat? Se sont-ils interrogés sur la nature de l'« entreprise » dont hérite la société de transition vers le socialisme? Ces questions sont liées à celles concernant la planification, telle qu'elle nous est présentée généralement. Si la critique de la planification autoritaire et administrative est aisée, faut-il pour autant ne voir dans la planification socialiste qu'un système de gestion « souple », procédant par incitations financières et sanctions résultant des « lois économiques »? Mais ce qu'on ne voit pas, c'est que ces lois sont celles du fonctionnement de l'économie capitaliste qui n'a pas disparu dans la période de transition. Doit-on laisser subir aux unités de production socialistes les lois du marché capitaliste et en faire supporter les conséquences aux travailleurs, ou, au contraire la planification ne doit-elle pas tendre à les dégager de l'emprise des lois économiques du mode de production capitaliste ?

Ce sont ces questions fondamentales que le présent texte et les analyses concrètes qui suivent tentent de poser.

**“Y LOS COMBATES NO SERAN MERAS LUCHAS CALLEJERAS DE PIEDRAS CONTRA GASES LACRIMOGENOS, NI DE HUELGAS GENERALES PACIFICAS; NI SERA LA LUCHA DE UN PUEBLO ENFURECIDO QUE DESTRUYA EN DOS O TRES DIAS EL ANDAMIAJE REPRESIVO DE LAS OLIGARQUIAS GOBERNANTES; SERA UNA LUCHA LARGA, CRUENTA, DONDE SU FRENTE ESTARA EN LOS REFUGIOS GUERRILLEROS, EN LAS CIUDADES, EN LAS CASAS DE LOS COMBATIENTES —DONDE LA REPRESENTACION IRA BUSCANDO VICTIMAS FACILES ENTRE SUS FAMILIARES—, EN LA POBLACION CAMPESINA MASACRADA, EN LAS ALDEAS O CIUDADES DESTRUIDAS POR EL BOMBARDEO ENEMIGO. NOS EMPUJAN A ESA LUCHA; NO HAY MAS REMEDIO QUE PREPARARLA Y DECIDIRSE A EMPRENDERLA”.**

**CHE**

2<sup>e</sup> texte

# La question de la transition vers le socialisme



L'objet de ce texte n'est pas d'aborder toutes les questions que pose l'étude des sociétés en transition vers le socialisme. Il est plutôt de définir un cadre concret aux débats qui vont animer les militants du P.S.U. dans l'élaboration du programme révolutionnaire et de la stratégie internationale qui en sera un des éléments importants.

Cette réflexion sur les problèmes de la transition ne peut que renforcer le soutien politique que nous entendons donner aux peuples qui luttent pour construire le socialisme dans leur pays.

## Problématique

### a) Les écueils à éviter

Avant d'aborder les grands problèmes qui se posent inévitablement à tout pays en transition vers le socialisme, il convient d'écarter deux attitudes qui accompagnent souvent le mouvement révolutionnaire et qui conduisent finalement à bloquer le débat.

La première véhiculée par les courants spontanéistes consiste à faire croire qu'il y a télescopage entre communisme et capitalisme. La logique de ce comportement revient à faire découler l'instauration du socialisme des structures sociales et donc de la violence des luttes des travailleurs. Pour les tenants de cette théorie, la notion de programme de transition n'a pas de sens — seul un programme d'action, à traduire immédiatement — peut servir de fil directeur.

Et puis ce débat nous concerne aussi directement. De l'analyse critique que nous ferons des expériences « socialistes » (U.R.S.S., Chine, Cuba, Yougoslavie, Algérie, Chili...), nous tirerons enseignement pour la construction du socialisme dans notre propre pays.

Enfin, faut-il rappeler qu'il est de la responsabilité d'un parti socialiste révolutionnaire que de créer les conditions politiques et les moyens organisationnels d'un mouvement révolutionnaire international qui, en assurant tous les aspects positifs des luttes de chaque pays, leur donnera une signification universelle.

Qu'elle soit consciente ou non, cette attitude existe et doit être fermement combattue. En dissimulant l'âpreté et la dureté du combat qui continueront d'opposer la classe ouvrière et ses alliés à la bourgeoisie après la prise du pouvoir d'Etat, en masquant les difficultés économiques, politiques et idéologiques qui jalonnent la longue marche au socialisme, on peut croire que l'on soulève à court terme l'enthousiasme des masses, on entame en fait la patience des militants et l'on facilite finalement les déviations bureaucratiques toujours sous-jacentes.

Le deuxième écueil à éviter est de figer le débat sur la transition en plaquant des schémas sortis des écrits des grands ancêtres du marxisme sur telle ou telle situation concrète actuelle, quitte à tordre le cou à la réalité dans le cas d'inadéquation

trop visible. Il n'est pas inutile par exemple de connaître les réflexions inspirées à Lénine par les premières années du régime soviétique, il serait fâcheux d'en faire son catéchisme sans apprécier en même temps son point d'application spécifique (situation historique, contexte économique...).

Ce comportement qui s'enferme dans des schémas erronés, parce que ne répondant pas à la réalité, conduit, soit à la plus grande inefficacité, soit à l'auto-justification de politiques étrangères aux espérances fondamentales des travailleurs.

### b) Le cadre général d'une approche dialectique

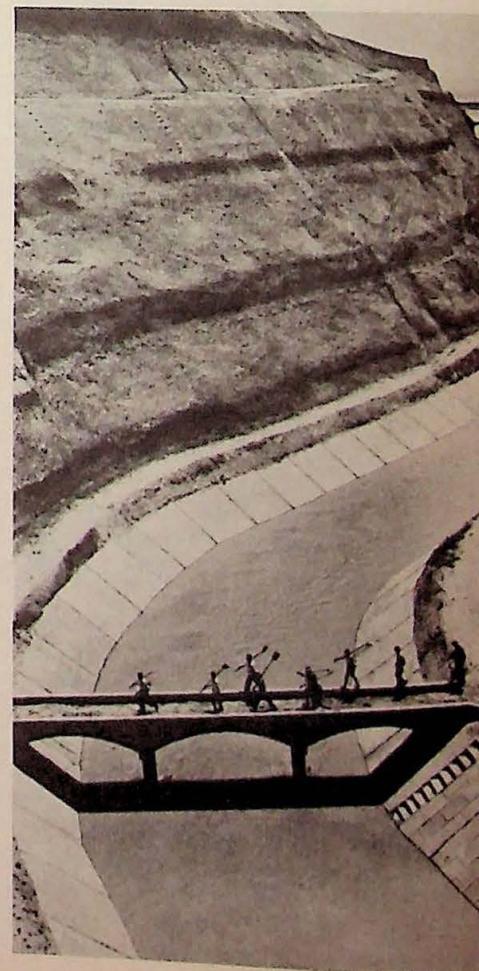
Le capitalisme a préparé, notamment dans les pays industriels développés, les conditions et les forces de la révolution sociale : la technique, la science, le prolétariat. La société communiste ne peut pourtant pas succéder immédiatement à la société bourgeoise ; l'héritage matériel et culturel du passé est insuffisant.

Au départ, c'est-à-dire aux lendemains de la période de prise de pouvoir qui a chassé la bourgeoisie des postes-clés politiques et économiques, les travailleurs disposent d'un Etat qui ne peut encore ni permettre à chacun de travailler « selon ses capacités » ni récompenser chacun « selon ses besoins », indépendamment du travail fourni.

En termes d'économie politique, la période de transition vers le socialisme voit subsister des « survivances » du mode de production capitaliste qui doivent disparaître pour donner naissance à la société socialiste.

Pour analyser cette période de transition, on peut faire référence à quelques points de repère généraux :

1. La période de transition est d'abord une période d'affrontements politiques, économiques et idéologiques entre les travailleurs qui entendent étendre toujours davantage leur pouvoir et la bourgeoisie qui continue de résister de façon acharnée pour préserver ses acquis et son pouvoir de domination.



Cette période de transition marquée d'affrontements incessants et prolongés avec la bourgeoisie, mais aussi entre les différentes stratégies du mouvement ouvrier, ne peut déboucher sur l'instauration réelle du socialisme que si elle voit se renforcer la *démocratie ouvrière*, permettant aux travailleurs eux-mêmes de décider collectivement du rythme des efforts à consentir, des nouvelles batailles à engager ou au contraire des paliers dans la lutte pour reprendre souffle et pour préparer les affrontements futurs.

Cette période de transition au socialisme doit donc de ce point de vue apparaître comme la véritable *école de l'autogestion*, où l'on apprend à mesurer la force de l'adversaire, à décider des priorités politiques, à contrôler et à juger l'application des décisions collectives.

2. En période de transition, de même qu'en période pré-révolutionnaire (avant la prise du pouvoir), objectifs poursuivis (la réalisation de la société socialiste) et moyens nécessaires à mettre en œuvre doivent être coordonnés dans une *stratégie générale* (certes révisable, évolutive) mais qui permette aux travailleurs en lutte d'avoir une référence mobilisatrice et unificatrice à leur combat. Aussi, cette stratégie de transition doit s'appuyer sur un *programme révolutionnaire* qui précise les grandes orientations socialistes sur l'application desquelles les travailleurs auront à débattre et à décider : remise en cause des rapports sociaux du travail capitaliste, progression vers la suppression de toute division sociale du travail, développement des forces productives, réalisation d'une autogestion économique et politique. que...

Il est évident mais important de rappeler que cette stratégie de transition, comme toute stratégie politique, comporte son lot de *compromis tactiques*, et ce qui n'est pas scandaleux ou honteux en soi mais tous simplement le reflet à un moment historique de point d'équilibre de stratégies ouvrières différentes qui s'affrontent globalement mais dont la convergence est rendue nécessaire pour continuer d'opposer à l'adversaire principal un front uni.

C'est donc au vu de l'orientation stratégique globale qu'il nous faut juger certaines expériences de transition (Cuba, Chine, Chili, par exemple) et non à propos de tel ou tel point de détail tactique imposé par les nécessités conjoncturelles.

## Les grandes questions

Il est bien clair qu'il n'est pas question de développer ici ces grands thèmes de débat qui doivent trouver une solution dans le cadre de chaque économie de transition. Mais il est certain qu'une analyse approfondie de chaque expérience socialiste ne peut se dispenser de les aborder. Contentons-nous ici d'en signaler les têtes de chapitre :

3. Cette stratégie de transition ne peut s'élaborer qu'en tenant compte des réalités historiques, économiques, politiques et idéologiques propres au pays concerné. En d'autres termes, il ne peut y avoir, en matière de socialisme de modèle universel, de règles rigides arrêtées une fois pour toutes à partir desquelles on pourrait départager les expériences de transition en bonne ou mauvaise.

De ce point de vue, le seul jugement possible ne peut être porté que par les travailleurs eux-mêmes assurant la conduite dans leur pays de leur marche au socialisme, le critère est donc bien celui du rassemblement des conditions organisationnelles et politiques de la démocratie ouvrière dans toute société de transition.

Ceci dit, nous savons que les plus grandes différences en matière de stratégie de transition découlent essentiellement des niveaux de développement économique des pays en cause. Ainsi, par exemple, dans les pays économiquement avancés, les rapports de classe diffèrent : l'alliance avec la paysannerie travailleuse (18 % en France en 1972 contre 80 % en Russie en 1914) n'est pas l'axe essentiel mais prend d'autres formes ; des alliances plus fondamentales se nouent entre les travailleurs salariés (ouvriers et techniciens, etc.).

4. Ces stratégies de transition, adaptées au contexte de chaque pays doivent pouvoir s'intégrer à une *stratégie mondiale globale*. Et il n'y a pas là contradiction. C'est le capitalisme lui-même qui en donne les bases en étendant la domination de l'impérialisme sur l'ensemble du globe, ce qui permet l'alliance objective entre le combat de la classe ouvrière dans les pays impérialistes et les luttes de libération nationale dans les pays dominés par lui (les travailleurs français et le F.L.N. algérien par exemple). Mais aussi et cela reste très vrai dans les pays impérialistes, c'est-à-dire économiquement avancés, l'inter-dépendance des luttes économiques et politiques des travailleurs doit pouvoir trouver son prolongement dans une stratégie mondiale de transition. C'est dire que le développement des forces productives dans tout pays restant pour une large part conditionné par les rapports de production mondiaux, toute tentative de développement autarcique d'une économie de transition est vouée à l'échec.

### a) Autogestion et planification

Cette question est la plupart du temps abordée car on oppose autogestion et planification sans voir le plus souvent que ces deux termes sont en fait de nature différente. Si l'autogestion est une finalité à atteindre, la planification n'est qu'une médiation subordonnée aux choix politiques et économiques de l'ensemble des travailleurs.

La caractéristique fondamentale du socialisme — ou d'une économie au sein de laquelle le socialisme est en construction — n'est pas d'être soumise à un plan ou de se développer selon un plan, mais d'être soumise aux besoins sociaux et de se développer selon les exigences de ces besoins (dont il importe que le plan soit l'expression aussi adéquate que possible, dans les conditions économiques, sociales et politiques données).

On doit donc reconnaître que le vrai problème, celui auquel il importe de répondre, celui dont découle la solution de tous les autres, consiste à mettre en place les conditions (la dynamique de l'autogestion) qui, à chaque étape concrète permettent à l'économie d'être véritablement planifiée, soit que le plan corresponde aux exigences de développement social, aux besoins sociaux, aux exigences d'efficacité.

### b) Nationalisations et propriété collective des moyens de production

Le problème ici n'est évidemment pas de savoir si la grande industrie et les grands circuits bancaires sont « mûrs » ou non pour la nationalisation, car ils le sont, mais bien de déterminer dans quelles conditions précises la nationalisation conduira à une véritable socialisation, c'est-à-dire au contrôle de la société par les travailleurs eux-mêmes. Et là, une décision juridique (nationalisation, ou confiscation...) n'implique pas automatiquement une réalité sociale.

Lénine nous en donne une idée assez précise dans son texte sur « l'infantilisme de gauche », texte tout à fait fondamental en la matière. Le Chili est aujourd'hui secoué très concrètement par ce type de problème.

Ce serait vraiment tomber dans « l'illusionisme juridique » que de croire que les décisions d'expropriation ou de nationalisation décident de tout et assurent la naissance d'un mode de production nouveau. Il faut déterminer, au contraire, dans chaque cas concret, les formes spécifiques à donner aux nouveaux rapports de production et à l'organisation de la production, en les adaptant non seulement au niveau et aux spécificités du développement des forces productives de chaque pays concerné mais aussi à l'ensemble des caractéristiques historiques, politiques (ce qui inclut le niveau de la conscience de classe), culturelles de ce pays et même des différentes branches de son économie.

### c) Dépérissement des valeurs marchandes :

Cette question, qui peut sembler être réservée aux débats internes d'un certain nombre de spécialistes, reste capitale. L'Union Soviétique en sait quelque chose, et les décisions volontaristes et autoritaires de son Etat n'ont rien résolu en la matière. En fait, l'analyse théorique et l'expérience pratique prouvent que ce dépérissement n'est nullement lié à un progrès de la centralisation, mais à une intégration de plus en plus poussée des différentes unités de production soit au développement des liaisons organiques de plus en plus étroites entre les unités de production.

Se refuser à reconnaître qu'il y a des raisons objectives pour que les valeurs marchandes subsistent encore à l'intérieur du secteur productif, pendant la période de transition au nom d'une image abstraite et « pure » de la société socialiste, c'est pousser au gaspillage et retarder finalement le développement de l'économie socialiste et notamment le moment où les catégories marchandes disparaîtront, parce que l'heure de leur disparition aura effectivement sonné.

### d) Dépérissement de l'Etat et suppression des rapports sociaux capitalistes

Cette question est sûrement l'une des plus décisives dans l'abord des sociétés de transition vers le socialisme.

Elle est délicate, car elle nous amène à prendre des positions critiques vis-à-vis des expériences en cours (U.R.S.S., mais aussi sûrement Cuba, et même la Chine) mais aussi parce que ni l'acquis théorique ni l'acquis pratique ne permettent de bien avancer.

Il est certain qu'au début au moins d'une période de transition, l'Etat doit jouer tout son rôle d'excitateur économique, car même sur les bases du capitalisme le plus avancé, l'Etat socialiste ne pourrait pas donner à chacun tout ce qu'il lui faut et serait par conséquent obligé d'inciter tout le monde à produire le plus possible, en recourant dans une certaine mesure aux méthodes de rétribution du travail élaborées par le capitalisme. Mais les travailleurs n'ont besoin que d'un Etat « dépérisant » à la mesure même qu'ils se donneront des nouvelles formes à leur pouvoir de décision et de gestion.

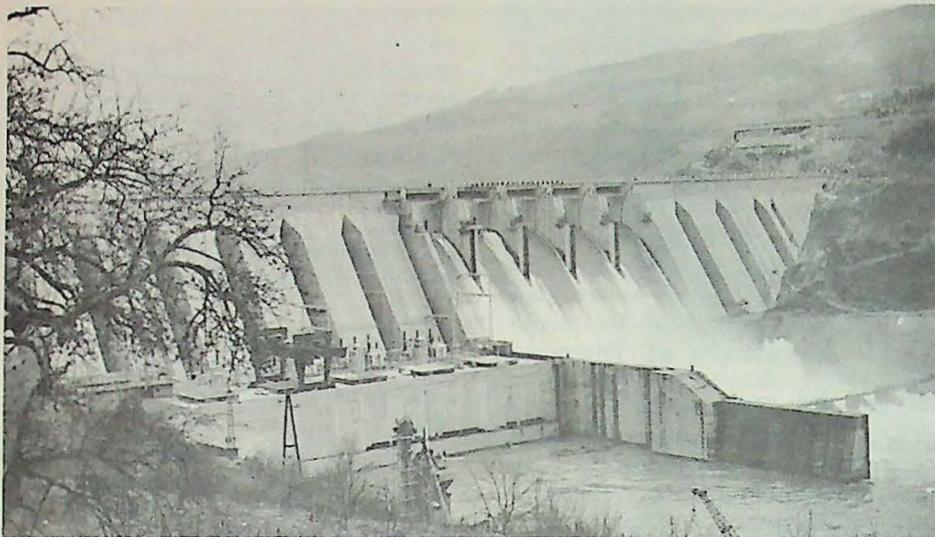
C'est immédiatement que l'on doit s'occuper de l'élimination des penchants bureaucratiques, en essayant d'appliquer (pourquoi pas ?) les mesures étudiées par Marx et Engels :

- 1) éligibilité et aussi révocabilité à tout moment ;
- 2) rétribution non supérieure au salaire de l'ouvrier ;
- 3) passage immédiat à un état de choses dans lequel tous s'acquitteront des fonctions de contrôle et de surveillance, dans lequel tous seront momentanément des « bureaucrates » personne ne pouvant par cela même se bureaucratiser.

Ce chapitre n'a fait que soulever un certain nombre de questions. Il resterait à ouvrir le débat sur toutes les questions du domaine de la « reproduction » (notamment des problèmes de formation, culture, logement, mais aussi information, presse, religion, famille...).



## Implications politiques



a) Sur les expériences actuelles de transition vers le socialisme

Il n'est pas possible de passer en revue de détail tous les pays actuellement en transition vers le socialisme. Distribuer des points : bons points à gauche, mauvais à droite, n'aurait d'ailleurs pas grand sens, si notre seul souci est bien d'apporter un soutien politique efficace à tous les peuples qui luttent pour la victoire du socialisme dans leur pays ou si nous voulons tirer de leurs expériences les enseignements les plus précieux, les plus significatifs pour la construction du socialisme en France.

De façon synthétique, il est clair que, faute d'avoir solutionné toutes les questions importantes posées par la transition, faute de pouvoir inscrire sa propre stratégie nationale de transition dans un ensemble mondial, aucun pays qui se réclame aujourd'hui du socialisme n'a réalisé à ce jour la socialisation complète de ses moyens de production, n'a surmonté l'obstacle de la parcellisation des tâches, n'a entamé un processus de dépérissement de l'État, et donc n'a rendu réelle l'auto-gestion des travailleurs.

Il est certain que les illusions « auto-gestionnaires » de la Yougoslavie nous ouvrent les yeux sur les difficultés d'harmoniser les rapports entre la gestion de l'unité de production et la coordination au plan national de tout le secteur économique.

Il n'est pas moins vrai que nous mesurons tout l'intérêt que revêt l'expérience chinoise qui, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, a tenté de se donner les moyens de résoudre les contradictions sociales qui continuent de secouer le pays pendant la période de transition.

On pourrait ainsi multiplier les exemples. Mais comme notre intention n'est pas de figer une fois pour toutes notre analyse en exprimant des positions « officielles » (du type « La Chine, c'est bien, l'U.R.S.S. c'est mal... ») il semble plus important de mettre en lumière les points qui posent encore des problèmes et que nous espérons bien voir résolus dans le cadre de la construction du socialisme dans notre propre pays.

b) Sur la construction du socialisme en France :

Le premier objectif fondamental c'est la vision d'une *société auto-gérée par les travailleurs*. Sans reprendre toute l'argumentation à ce sujet ainsi que les considérations sur les rapports entre auto-gestion et plan, il apparaît en résumé que le niveau de développement des forces productives dans la France des années 70 permet d'envisager une telle orientation stratégique.

Le second objectif essentiel, c'est la vision d'une *société socialiste débordant les frontières nationales*. En fonction de la faible crédibilité d'un développement transitoire de type autarcique, et en s'appuyant sur la réalité de l'interdépendance des économies des pays industriels avancés, et donc bien sûr, de celle des luttes sociales dans ces pays, il est logique de croire en la nécessité d'une stratégie de transition à l'échelle européenne, au moins au plan des pays économiquement et politiquement comparables (Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, Bénélux).

Il est toutefois fondamental de noter que si l'extension de la rupture avec le capitalisme à un grand nombre de pays européens est indispensable pour donner les moyens matériels de décider librement les formes et les étapes de la transition, elle comporte un risque considérable : celui de reproduire, dans un ensemble de pays hautement industrialisés, un mode de développement qui ne serait pas fondamentalement différent du capitalisme. L'un des moyens de résoudre ce problème consiste dans l'ouverture vers les autres pays ayant rompu avec le capitalisme et parvenus à un stade de développement différent qui permettent la comparaison avec d'autres types d'évolution. Mais surtout l'essentiel est que la priorité soit donnée effectivement aux choix politiques faits par les travailleurs sur les impératifs de la production économique. Et il est certain que cet objectif peut être plus facilement obtenu dans des pays fortement industrialisés, tels que ceux d'Europe occidentale, où les besoins essentiels peuvent être satisfaits et où l'on peut dégager des surplus sur lesquels des choix sont possibles.

## La nature de classe de l'URSS



Les camarades qui ont rédigé ce texte se sont mis d'accord, dans une première phase, sur le plan, sur le choix des thèmes et sur la méthode.

Trois camarades se sont répartis la rédaction définitive en trois séries de tâches qui se décomposent comme suit:

- a) chapitres 1 à 4; chapitre 10;
- b) chapitres 5 et 8;
- c) chapitres 6, 7 et 9.

Ces contradictions au sein de l'équipe — et par conséquent du texte lui-même — ont porté principalement:

a) Sur la nature des rapports de production. La spécificité du capitalisme d'Etat détermine-t-elle une forme nouvelle de « capitalisme inversé » fondamentalement différente du capitalisme d'entreprise, où la politique l'emporte sur l'économie? S'agit-il au contraire d'une structure sociale qui, au-delà d'un certain nombre de traits spécifiques, reproduit le rapport d'exploitation fondamental caractéristique du capitalisme?

b) Sur la nature des classes dirigeantes. S'agit-il d'une bourgeoisie qui, tout en présentant des caractères nouveaux, occupe dans le système économique soviétique une place semblable à celle de la bourgeoisie dans le capitalisme, d'une bourgeoisie différente, à base politique ou d'une bourgeoisie en formation, émergent à partir d'une couche bureaucratique? La réponse à cette deuxième question dépend évidemment pour une large part de la première.

c) Sur les perspectives d'évolution. La réforme économique actuellement en cours peut-elle accélérer la formation d'une bourgeoisie proprement dite ou doit-on la considérer comme relativement secondaire par rapport à la spécificité du capitalisme d'Etat?

d) Sur le rôle international de l'U.R.S.S. Peut-on parler effectivement d'un impérialisme soviétique, dont les rapports avec les autres pays seraient déterminés seulement par un intérêt économique de puissance ou bien au contraire le caractère particulier du capitalisme d'Etat soviétique exclut-il la nécessité d'une expansion impérialiste et conduit-il à un jugement plus nuancé sur le rôle international de l'U.R.S.S.?

Ces contradictions ne prétendent pas épuiser la controverse sur le sujet. D'autres thèses (socialisme d'Etat, exploitation mutuelle, etc.) seront sans doute exprimées dans des textes complémentaires.

## I - Les rapports de production en U.R.S.S. : le secteur d'Etat.

En U.R.S.S., les sovkhoz, les stations de machines et tracteurs sont juridiquement la propriété de l'Etat.

Sur le plan de la propriété économique, deux partenaires interviennent:

— L'Etat, par l'intermédiaire du plan, qui fixe certains objectifs minimum (production, investissements, prix de revient, fonds minimum de salaires, etc.);

— Les dirigeants de l'entreprise, qui sont nommés par l'Etat et révocables par lui, et qui, dans le cadre des directives du Plan, disposent d'une certaine autonomie, quant à l'affectation des ressources de l'entreprise à tel ou tel usage, et la répartition de la production, ou du moins de la fraction qui dépasse le minimum exigé par le plan. Cette autonomie a été considérablement élargie par les réformes de 1965.

Les travailleurs peuvent théoriquement utiliser le canal des syndicats pour soumettre au directeur suggestions et critiques, mais le directeur n'est pas obligé d'en tenir compte. S'il y a conflit, c'est l'administration du Plan et celle du Parti qui décident. Les travailleurs n'ont donc aucune part directe à la possession des moyens de production.

Mais, disent les Soviétiques, ils possèdent ces moyens indirectement par l'intermédiaire de l'Etat, puisque l'Etat soviétique est leur Etat.

On sait qu'en U.R.S.S., le pouvoir politique est exercé par le Parti Communiste qui contrôle l'appareil de l'Etat. Un examen de la composition sociale du Parti Communiste peut donc nous donner une première réponse à la question posée.

Or, les dirigeants de l'Etat, du Parti et des entreprises et les fonctionnaires représentent 10 % de la base du Parti et 36 % de sa direction. Ajoutés aux ingénieurs et techniciens, ils représentent 24,5 % de la base et 53,8 % de la direction.

En outre, l'économie soviétique a conservé la forme capitaliste de l'unité de production, l'entreprise, centre isolé et semi-autonome de transformation de la nature. Et le fonctionnement de l'entreprise est dirigé par les chefs d'entreprise, assistés par les ingénieurs et la maîtrise, et contrôlés par l'Etat. A chaque entreprise correspond un travailleur collectif, et l'ouvrier soviétique doit s'y intégrer pour prendre part à la production. Il doit donc être employé par les dirigeants de l'entreprise et il peut dans certaines conditions être licencié par eux. Entre lui et les moyens de production, il y a donc ici encore l'écran du chef d'entreprise et de l'Etat.

Au niveau des institutions — l'Etat et l'entreprise — les travailleurs soviétiques sont donc exclus de la propriété économique des moyens de production.

Cela signifie qu'en U.R.S.S. il n'y a pas de propriété sociale des moyens de production au sens défini plus haut. Certes, la propriété juridique privée est supprimée, mais la propriété économique est détenue par une minorité de cadres techniques, administratifs et politiques qui l'exercent directement ou par l'intermédiaire de l'Etat.

## II - Les rapports de production dans l'entreprise.

Dans les entreprises soviétiques, on retrouve d'abord la hiérarchie caractéristique de l'entreprise capitaliste : directeurs, ingénieurs, agents de maîtrise. L'encadrement a pour fonction de surveiller l'exécution du travail, d'accroître son intensité et sa productivité, d'accélérer les cadences, etc.

Le primat du critère de la productivité, et l'adoption, pour accroître

cette productivité, de méthodes qui reposent sur les stimulants individuels et sur « l'émulation », autrement dit sur la division de la classe ouvrière, sont en effet les deux traits fondamentaux de l'organisation du travail en U.R.S.S. Nous nous en tiendrons à relever quelques traits significatifs.

- a) Primat du salaire aux pièces;
- b) Ecart de 50 à 75 % entre le salaire de base et le salaire total;
- c) Accélération des cadences;
- d) Multiplication des catégories professionnelles à l'intérieur de la classe ouvrière;
- e) Abattement de zone de 17 à 32,8 %;
- f) Possibilité de licenciements et de transferts;
- g) Sous-qualification de la main-d'œuvre féminine.

A moins d'admettre que les travailleurs sont volontaires pour s'exploiter eux-mêmes, on est bien obligé de constater que ces méthodes d'exploitation sont mises en œuvre par la minorité des dirigeants de l'Etat, du Parti et des entreprises et par leurs agents, fonctionnaires et ingénieurs, qui contrôlent le Parti et l'Etat soviétique.

## III - L'appropriation de la plus-value.

Juridiquement, l'ensemble de la production du secteur d'Etat — y compris par conséquent la fraction de cette production qui représente la plus-value — est propriété de l'Etat.

Depuis les réformes de 1965, cette plus-value est divisée en deux parties; une première partie est à la disposition de l'Etat, qui décide de son utilisation par l'intermédiaire du Plan; une seconde partie est à la disposition des dirigeants d'entreprise. Ce partage peut être l'occasion de conflits secondaires à l'intérieur de la minorité dirigeante.

Comment est utilisée la plus-value?

— En U. R. S. S. une fraction du profit net est ristournée aux ouvriers, et cette ristourne peut faire croire que les travailleurs sont partie prenante au partage de la plus-value. En fait, cette fraction est toujours faible et n'est pas répartie de façon égalitaire entre les ouvriers.

On peut la considérer comme une prime de productivité globale, et la regarder à ce titre comme une fraction du salaire.

— La plus-value proprement dite est donc affectée à deux fonctions:

a) La plus-value alimente la consommation de la minorité dirigeante: L'attribution d'une fraction de la plus-value à la minorité dirigeante pour sa consommation privée s'opère par un biais particulier: l'ouverture extrême de la hiérarchie des salaires, et l'attribution des salaires les plus élevés à la minorité dirigeante (échelle de 1 à 37,5).

b) La plus-value constitue le fonds d'accumulation.

Bien entendu, ce n'est pas l'existence du surtravail qui est en cause. Toute société soucieuse de croissance économique est obligée de demander aux producteurs une certaine quantité de surtravail pour procéder aux investissements. Ce qui est en question, c'est la forme dans laquelle le surtravail est extorqué: cette forme est telle que le travailleur ne

peut décider ni du volume du surtravail qu'il devra accomplir, ni de l'utilisation du produit de ce surtravail.

Le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct est en U.R.S.S. un rapport d'exploitation de type capitaliste: la minorité dirigeante qui, sous le couvert de l'Etat, possède effectivement les moyens de production achète la force de travail de l'ouvrier et la fait travailler; elle utilise toutes les méthodes élaborées par le capitalisme pour extorquer à l'ouvrier une quantité toujours croissante de surtravail, pour l'obliger à produire toujours davantage de plus-value.

Ceci signifie que, sur le plan économique, la minorité des dirigeants de l'Etat, du Parti et des entreprises et ses agents constituent bien une bourgeoisie au sens précis du terme: classe qui possède effectivement les moyens de production, et qui achète la force de travail de l'ouvrier pour en tirer le maximum de surtravail et de plus-value.

Bien entendu, le capitalisme soviétique est très différent du capitalisme concurrentiel ou du capitalisme monopoliste tels qu'ils ont fonctionné en Occident. Au niveau même de l'entreprise, la propriété juridique d'Etat et l'existence du Plan, introduisent des différences importantes; des différences encore plus importantes apparaîtront en ce qui concerne l'organisation de la production et des échanges à l'échelle de la société entière, et la superstructure politique et idéologique.

De même, et en restant sur le seul plan des rapports économiques, de l'infrastructure, la bourgeoisie soviétique est certainement une bourgeoisie de type nouveau. Elle se distingue de la bourgeoisie occidentale par la manière spécifique dont elle contrôle les moyens de production — possession effective dissimulée sous une propriété juridique d'Etat — et par la forme sous laquelle elle prélève une fraction de la plus-value pour sa consommation privée — salaires et non pas dividendes ou bénéfices.

## IV - Le secteur coopératif kolkhozien et le lopin privé.

Le système semble combiner deux types de rapports de production:

a) L'existence des lopins individuels et leur consolidation, ainsi que l'importance de leur contribution, aussi bien à la production agricole totale (voir plus loin) qu'aux revenus des kolkhoziens manifestent l'extrême vitalité de la petite production marchande.

b) Quant au secteur coopératif, il faut rappeler: que l'Etat est à l'origine propriétaire et possesseur des principaux moyens de production — terre et machines — qu'il met à la disposition du kolkhoz; que l'Etat se porte acquéreur d'une partie de la production du kolkhoz, soit directement, soit par l'intermédiaire des SMT.

Comme dans les deux cas, l'Etat est en fait maître des conditions de la transaction, il contrôle la production des kolkhoz à la fois par l'amont et par l'aval.

Cette situation rappelle celle du travail à domicile dans les débuts du mode de production capitaliste.

Le rapport entre l'Etat et le kolhoz apparaît donc comme un rapport entre un capitaliste et un « travailleur collectif à domicile ».

L'analyse du secteur coopératif kolkhozien confirme ainsi le caractère capitaliste du rapport de production fondamental en U.R.S.S.

#### V - Plan et valeur en Union soviétique.

En théorie, le Plan est le résultat d'une « concertation » entre l'administration et les entreprises. En fait, le Plan est très largement imposé aux entreprises. On pourrait voir là un mode socialiste de domination du politique sur l'économique, mais il paraît plus juste d'y lire la domination de la bureaucratie (hautes sphères de l'administration et du Parti) sur la couche technocratique (gestionnaires, cadres, syndicalistes, etc.). La contradiction est en effet largement interne à la classe (ou couches) dominante et existe principalement en raison du fait essentiel du faible contrôle des masses sur des gestionnaires qui ne sont responsables que devant les instances supérieures de l'administration et du Parti. La planification autoritaire permet à ces instances d'asseoir leur domination sur la couche technocratique.

La réforme de 1965 est présentée comme technique. Elle est supposée améliorer la réalisation du Plan en accroissant l'autonomie des entreprises et en les intéressant « matériellement » à cette réalisation. Au niveau des textes, elle met en place une série de leviers capitalistes, fondés sur l'autonomisation des entreprises et le développement de l'intéressement matériel.

A l'heure actuelle, la quasi-totalité des entreprises étatisées des secteurs industriel, agricole et commercial sont soumises aux textes de 1965. Les résultats économiques d'ensemble n'apparaissent guère supérieurs à ce qu'ils étaient avant la réforme. La raison principale semble en être que sa généralisation s'est effectuée de manière contradictoire. La « libéralisation » économique est en contradiction avec l'appareil institutionnel et l'administration s'oppose à une application réelle de la réforme dans la mesure même où elle pourrait remettre en cause sa domination sur la couche technocratique.

Il paraît difficile de soutenir que le blocage de la réforme par l'administration et certaines sphères dirigeantes du Parti est la conséquence de motivations purement socialistes, même si dans certains cas ce blocage est conforme aux intérêts des travailleurs (limitation des licenciements). Du même coup on ne peut pas concevoir la réforme de 1965 comme un retour brutal, pur et simple, au capitalisme car on comprendrait mal pourquoi et comment les mêmes instances révisionnistes, qui sont à l'origine de la réforme, la freinent par ailleurs. La combinaison, en Union soviétique, entre éléments socialistes et éléments capitalistes a toujours été plus complexe que ne laisse apparaître un simple examen formel du système officiel de planification industrielle. Il n'est pas sûr

que 1965 marque une date décisive dans l'histoire de l'U.R.S.S. parce qu'il est probable que l'U.R.S.S. n'a jamais réussi à liquider en son fond le capitalisme. Celui-ci a été refoulé, mais non supprimé. On ne peut comprendre ce retour du refoulé si l'on n'évalue pas tout ce qu'il subsistait du capitalisme, de soumission à la loi de la valeur, avant 1965.

Pour être décidés centralement, on ne voit pas que les investissements s'inspirent d'une autre logique que celle de la valeur d'échange. Semblait y échapper la production prioritaire des biens de production, en dépit de leur non-rentabilité financière. Mais rien ne certifie que cette priorité correspond aux besoins des masses. On peut y voir aussi bien la nécessité pour une classe dominante, définie comme telle principalement au plan politique et idéologique de s'assurer une base économique solide. Les grandes entreprises d'industrie lourde sont en effet plus aisément et plus directement contrôlables par un appareil hiérarchique et centralisé que la myriade des petites entreprises qui, en l'absence d'une participation et d'un contrôle des masses donne nécessairement naissance à une couche technocratique.

Il y a donc « du » capitalisme en U.R.S.S., mais qui ne peut se réaliser que sous une certaine forme et dans certaines limites. Dans les limites de la domination, au sein de la classe dominante, de la bureaucratie politico-idéologique sur la technocratie sous la forme de la domination de l'Etat sur l'économie.

C'est la raison pour laquelle il serait erroné de s'attendre en ce qui concerne l'U.R.S.S. à un « retour » pur et simple du capitalisme. Le capitalisme d'Etat étant en quelque sorte « inversé » par rapport aux capitalismes d'Etat occidentaux. Là où ceux-ci préservent la dominance de l'économie sur l'Etat, la formation soviétique reproduit l'appropriation du surplus au niveau de l'Etat et la dominance de l'Etat sur l'économie.

#### VI - La gamme des productions.

Pour la période la plus récente (1969-1970) l'accroissement du revenu national consacré à la consommation et à l'accumulation est de 8,5 % pour l'économie dans son ensemble, de 8,2 % pour l'industrie des biens de production, de 8,5 % pour l'industrie des biens de consommation et de 8,7 % pour l'agriculture. Dans le même temps, les investissements ont augmenté de 9 %, les revenus des salariés de 5,2 % et les revenus kolkhoziens de 12 %.

Le taux de croissance des industries alimentaires est de 5 % seulement, alors que celui des biens culturels et ménagers atteint le chiffre record de 13 %. La production d'autobus s'est accrue de 3 % alors que la production de voitures de tourisme augmente de 17 % après avoir connu des augmentations encore plus fortes au cours des années précédentes. Dans l'agriculture, on constate les taux de croissance très faibles du lait (2 %), de la viande et de la pomme de terre (5 %) en comparaison avec le coton (21 %).

Alors que les ventes moyennes, en prix comparatifs, ont augmenté de 7,4 %, les ventes de machines à laver

se sont accrues de 15 %, celles des appareils photographiques de 13 % et celles des voitures de tourisme de 39 %.

Dans la période antérieure, la priorité à l'industrie lourde, la volonté de renforcer l'appareil de production au prix d'une sous-estimation souvent dramatique des besoins immédiats, marquaient la prédominance incontestée de l'appareil d'Etat sur les couches dirigeantes et sur la société tout entière. Dans la période actuelle, les corrections apportées ne sont pas seulement le résultat d'une pression des masses populaires, mais aussi l'expression de la dualité, au sein des couches dirigeantes, entre l'appareil d'Etat et les dirigeants d'entreprise et d'une façon générale les nouvelles catégories de cadres économiques dont les besoins sont prédominants.

La gamme physique des productions reflète ainsi une situation voisine de celle que connaissent les pays capitalistes. L'inégalité sociale entraîne une distorsion de la production elle-même au profit des couches les plus favorisées.

Un phénomène analogue se dessine dans la paysannerie. Aux inégalités considérables de revenus entre les travailleurs et les dirigeants des kolhoz et des sovkhos s'ajoutent les inégalités de revenu global entre unités de production — accélérées par le recours systématique à l'auto-financement.

Les conséquences de ce système sur l'évolution des productions et par conséquent sur la satisfaction des besoins font apparaître les bases objectives d'un double conflit opposant d'une part l'appareil politique à la couche des managers, d'autre part les masses populaires à l'ensemble des catégories favorisées : managers et nouvelles couches de travailleurs mieux payés de la ville et de la campagne.

#### VII - Le système d'éducation.

Il est incontestable que le pouvoir soviétique a donné un essor considérable à l'éducation nationale au cours des 50 dernières années.

Cependant, dans les limites mêmes des objectifs qui lui sont assignés, ce système d'éducation, s'il assure une scolarisation totale, est loin de donner toute satisfaction. Il fait apparaître surtout des inégalités croissantes en contradiction formelle avec les principes de base.

Les rapports officiels s'inquiètent de la « baisse du niveau des études » et du nombre des échecs. Plus du tiers des étudiants inscrits n'arrivent pas à la fin normale de leurs études. Le nombre des redoublants, de l'ordre du million, cause également des inquiétudes.

Il est particulièrement intéressant de noter que le pourcentage des échecs est surtout élevé parmi les étudiants venant de la production (22,7 % pour les « étudiants » et 45,6 % pour les « travailleurs »). Il est également beaucoup plus élevé dans les cours du soir et les écoles par correspondance que dans l'enseignement à plein temps. L'augmentation du nombre des travailleurs au sein de l'université serait ainsi responsable de la détérioration des résultats.

La juxtaposition de deux méthodes (enseignement continu et passage par la production) s'appliquant à des groupes différents et sélectionnés ne peut qu'accentuer les effets de la sélection initiale. Elle tend à produire en fait deux catégories de « cadres » hiérarchiquement distinctes : une couche supérieure avec une formation générale et une couche de techniciens subalternes plus spécialisés.

Les fils d'ouvriers et de paysans sont la majorité dans les premières classes de l'enseignement général mais les fils d'intellectuels et de fonctionnaires l'emportent dans l'enseignement supérieur.

Ainsi, la réalité apparaît assez différente des principes de base. Il est certes normal que des difficultés matérielles entravent la réalisation complète des objectifs. Mais c'est la conception même de l'enseignement et son rôle que cette évolution met en cause. La mobilité sociale est certes plus grande qu'en Occident mais elle tend à diminuer (le pourcentage des fils d'intellectuels et de fonctionnaires s'accroît). L'appareil d'éducation apparaît comme l'instrument de sélection et de recrutement, mais aussi de reproduction et de consolidation, des couches dirigeantes.

#### VIII - L'Etat et le Parti en U.R.S.S.

Ce qui spécifie la forme d'Etat capitaliste, c'est l'autonomisation des pratiques politiques par rapport aux pratiques économiques et idéologiques. La politique devient l'affaire du spécialiste. Elle se fait au nom du peuple (précisément) c'est-à-dire à sa place.

##### a) L'Etat

Le pouvoir actuel de l'Etat réside dans trois organes principaux, le Soviet suprême, le Présidium et le conseil des ministres. Le conseil des ministres est un organe exécutif. Le Soviet suprême remplace l'ancien congrès des soviets de la constitution de 1924. Mais une série de différences essentielles le distingue de son prédécesseur. Il est issu du suffrage universel direct, comme n'importe quel parlement de démocratie bourgeoise (mis à part le caractère spécial des élections). Il perd du même coup son rôle de représentant des producteurs. Ceci d'autant plus que la sur-représentation électorale donnée au prolétariat en 1917, est abolie, toutes les classes, y compris l'ancienne bourgeoisie, jouissant depuis 1936 d'un droit de vote égal. Dans le même temps, la base du système d'Etat est constituée par les circonscriptions territoriales et non plus par les unités de production.

Enfin, en ce qui concerne les membres de l'appareil d'Etat, ils appartiennent de plus en plus, et de façon extrêmement majoritaire, à l'intelligentsia (ingénieurs, cadres, techniciens), au détriment du prolétariat et de la paysannerie.

##### b) Le Parti

Il fait peu de doute que le pouvoir lui appartienne, qu'en dernière analyse il soit propriétaire de l'appareil d'Etat. Mais de même que la bourgeoisie monopoliste, soumise aux contraintes des forces productives, organise sa propriété sous une force

technicisée et nationalisée, apparaissant ainsi sous les dehors de la technocratie, de même le P.C.U.S. s'organise en fonction de la logique de l'Etat, reproduisant en son sein même la forme d'Etat capitaliste.

Au sommet des deux appareils, les membres sont logiquement interchangeables. Chaque instance du Parti, à son niveau, exerce un contrôle sur l'instance correspondante de l'administration (y compris l'administration économique). Ce contrôle pourrait sembler représenter l'essentiel du pouvoir prolétarien si le Parti ne fonctionnait comme un modèle réduit de l'Etat. Interdiction des fractions et des tendances visant à assurer le monolithisme de façade, l'unité de volonté, conformément à une idéologie qui ne diffère pas fondamentalement de celle du service public. L'homme du Parti est avant tout un fonctionnaire et le secrétariat règle et planifie le « mouvement des cadres ». Le centralisme démocratique s'inverse jusqu'à liquider sa composante fondamentale, le droit pour les instances inférieures de contester les décisions des instances supérieures.

Le Parti, comme l'Etat, recrute dans la couche intellectuelle et technicienne. En 1967, sur douze millions de membres, 16,5 % avaient une formation universitaire (contre 0,8 % en 1927). Cette proportion croît évidemment dans les instances supérieures du Parti.

c) *Le contenu de classe de l'Etat soviétique : un capitalisme d'Etat*

Si l'économie soviétique reproduit une bourgeoisie alors qu'elle reste soumise à un contrôle très strict de l'Etat, c'est parce que cet Etat lui-même apparaît sous une forme capitaliste.

La spécificité de l'U.R.S.S. réside en ceci que la propriété des moyens de production et l'appropriation de la plus-value se réalisent au niveau politique. Le niveau politique apparaît ainsi comme niveau dominant de la formation sociale au sens de niveau où la classe dominante assoit ces conditions de l'exploitation. Si en Occident, la bourgeoisie est propriétaire des moyens de production économique avant d'être propriétaire, collectivement, de l'appareil d'Etat, en U.R.S.S. c'est la propriété de l'appareil d'Etat qui apparaît comme condition de base de la propriété économique et de l'appropriation de la plus-value.

En ce sens l'U.R.S.S. réalise au sens strict le capitalisme d'Etat, sous une forme inversée par rapport aux pays capitalistes occidentaux (dans un cas, dominance de politique, dans l'autre, dominance de l'économie).

En ce sens, la classe dominante, là, y est bien bourgeoisie d'Etat si toutefois l'on prend soin de préciser qu'elle est bourgeoisie au niveau de l'Etat avant d'être bourgeoisie économique pure et simple.

Dans l'alliance contradictoire qui forment la bourgeoisie politique (bureaucratie) et la bourgeoisie économique (technocrates, les fonctionnaires) le rôle dominant revient à la bourgeoisie politique qui n'est nullement prête à le sacrifier comme le montre le freinage de la réforme économique.

## IX - Les relations économiques internationales.

La période d'après la deuxième guerre mondiale a été marquée par la multiplication des accords bilatéraux entre l'U.R.S.S. et les républiques populaires de l'Europe orientale. En même temps, l'Union soviétique a développé tout un réseau de sociétés d'économie mixte contrôlé par elle et qui lui assurait indirectement la mainmise sur le développement économique des pays satellites. La plupart de ces sociétés ont disparu par la suite devant les oppositions qu'elles suscitaient à l'intérieur des pays concernés.

Le Conseil d'Aide Economique Mutuel (COMECON) a été créé à Moscou en 1949. Il comprenait à l'origine, outre l'Union soviétique elle-même, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. L'Albanie (qui s'en est retirée par la suite), la République Démocratique Allemande et la Mongolie extérieure y ont adhéré peu après. La Yougoslavie s'y est jointe en 1965.

La Charte de 1959 donne au Conseil d'Aide Economique Mutuel une structure assez comparable à celle de la Communauté Economique Européenne. Sur le plan des réalités économiques, les deux institutions sont cependant très différentes. L'intégration économique ne paraît pas avoir été poussée aussi loin.

Les tentatives pour une intégration plus étroite se sont heurtées à des oppositions très vives notamment de la Roumanie. Une Banque internationale de coopération économique a été créée en 1964 mais son activité demeure limitée à un mécanisme de compensation internationale entre les pays du « marché international socialiste » ainsi qu'à des crédits commerciaux en roubles non convertibles.

A l'intérieur du Conseil d'Aide Economique Mutuel, la part de l'Union soviétique est évidemment considérable. L'U.R.S.S. reprend 71 % du produit industriel de la zone. Elle détient 39 % du capital de la Banque internationale.

Le système du C.A.E.M. constitue un élément important de l'équilibre économique de l'U.R.S.S. Jusqu'à présent, l'Union soviétique est de loin le principal client et le principal fournisseur des pays de la zone. Les crédits consentis par la Banque internationale renforcent les liens privilégiés entre ces divers pays.

Cependant, la zone du C.A.E.M. est loin de constituer, comme on avait semblé l'envisager un moment, un véritable « contre-marché international ». Les relations avec le reste du monde se développent rapidement. Le commerce avec les pays occidentaux a doublé en quelques années. Les accords commerciaux avec ces pays sont nombreux et portent notamment sur la fourniture d'équipements industriels et d'usines complètes.

De ce point de vue l'évolution des relations économiques extérieures confirme donc les observations que nous avons faites auparavant aux structures économiques et sociales à l'intérieur. Il paraît cependant ex-

cessif de parler à cette occasion d'un « impérialisme » possible. Les relations commerciales de l'Union soviétique sont en effet influencées par les intérêts des couches dirigeantes et leur conception de l'Etat; elles n'entraînent pas une politique d'exportation des capitaux dans la mesure même où les formes d'accumulation de la plus-value ne la rendent nécessaire.

## X - La stratégie mondiale soviétique et la politique de coexistence pacifique.

La stratégie actuelle de l'Union soviétique s'appuie bien sur les deux principes qu'elle énonce: renforcer le camp socialiste, et s'abstenir de toute provocation vis-à-vis des impérialistes. Mais comment les applique-t-elle?

— *Renforcer le camp socialiste* - La célèbre doctrine Brejnev de la souveraineté limitée est l'expression de cette exigence; elle signifie que l'intérêt supérieur du camp socialiste prime l'intérêt particulier de chacun des peuples qui le compose; l'U.R.S.S. est gardienne de ces intérêts supérieurs; elle a donc le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un peuple dont l'attitude ébranlerait la cohésion du camp socialiste (Tchécoslovaquie).

Par ailleurs, l'U.R.S.S. défendra les pays du camp socialiste et les pays alliés qui sont victimes d'une agression impérialiste.

Mais cette défense se limitera à un objectif précis: empêcher la défaite du pays frère ou du pays allié. Par suite, l'intervention se réduira à une aide matérielle, et cette aide matérielle, suffisante pour permettre au pays attaqué de ne pas succomber ne sera pas assez importante pour lui permettre de vaincre (Vietnam, Egypte).

C'est ici qu'on rencontre le deuxième volet de la politique soviétique de coexistence pacifique: renoncer à toute provocation vis-à-vis des Etats impérialistes. Du fait de la menace que l'arme nucléaire fait peser sur toute l'humanité, cette renonciation est plus que jamais nécessaire.

C'est pour cette raison que l'U.R.S.S. n'intervient pas directement aux côtés des pays qu'elle aide matériellement: un affrontement direct avec l'impérialisme présenterait trop de risques. C'est aussi pour cette raison qu'elle ne les aide pas assez pour leur permettre de vaincre: un succès de leur part risquerait d'inciter le pays impérialiste vaincu à des gestes « irréflectifs » (élargissement du conflit, escalade...).

Plus généralement, si les rapports de force ne doivent pas évoluer au détriment du camp socialiste, ils ne doivent pas non plus évoluer trop vite ou trop profondément en sa faveur. Il faut donc éviter toute initiative qui pourrait bouleverser l'équilibre mondial, inquiéter les puissances impérialistes et les inciter à des représailles.

Dès lors la coexistence pacifique prend une figure nouvelle: elle implique d'une part le renforcement du camp socialiste pour prévenir toute agression impérialiste, et d'autre part le renoncement à toute politique que les impérialistes pourraient considé-

rer comme une agression, et en particulier au soutien des luttes révolutionnaires dans le monde; elle aboutit ainsi à une politique de partage du monde en zones d'influence, par laquelle chacun consolide son propre camp, sans intervenir dans le camp de l'autre.

Il s'agit donc d'une politique conservatrice de défense du « statu quo », de l'état de choses existant, de l'ordre établi.

On peut reprocher à la stratégie soviétique d'être un frein au développement des luttes révolutionnaires dans le monde. Mais on doit se rappeler que ce développement n'est pas son but. Son objectif, c'est au contraire le maintien du partage du monde en deux camps et la défense de l'ordre établi.

Mais il n'est pas sûr que même par rapport à cet objectif, la stratégie soviétique soit efficace. Elle se heurte en effet à trois difficultés majeures:

### 1. - La montée des luttes révolutionnaires à travers le monde

La passivité de l'U.R.S.S. devant la plupart de ces luttes, la part directe ou indirecte qu'elle prend à la répression de certaines d'entre elles, la démasque tous les jours davantage devant le mouvement révolutionnaire mondial. Comme par ailleurs les impérialistes américains insistent de plus en plus pour que les Soviétiques prennent toutes leurs responsabilités dans la défense de l'ordre établi, l'U.R.S.S. dissimulera de plus en plus difficilement le rôle qu'elle joue dans les relations internationales.

### 2. - L'agressivité grandissante de l'impérialisme américain et des impérialismes secondaires

La règle de s'abstenir de toute provocation vis-à-vis de l'impérialisme américain. Mais la provocation est une notion subjective: c'est toujours à l'adversaire de déclarer s'il s'estime ou non provoqué. Autrement dit, à partir du moment où les Soviétiques déclarent d'avance qu'ils céderont au chantage à la guerre, l'impérialisme « n'a plus de raison de se gêner », l'initiative lui appartient. C'est ainsi que depuis 1960, l'impérialisme américain a pu rétablir « l'ordre » au Ghana (Chute de N'Krumah), en Indonésie (chute de Soekarno), en Grèce (coup d'Etat des colonels), au Brésil (chute de Goulart), etc. L'impérialisme français au Mali, au Gabon et à Madagascar, etc. Aujourd'hui la protection soviétique ne s'étend plus qu'à ceux de ses alliés qui sont ses voisins immédiats (Moyen-Orient).

### 3. - L'intervention de puissances qui ne jouent pas le jeu du partage du monde en zones d'influence et de la défense de l'ordre établi

Le partage du monde en zones d'influence suppose un accord tacite entre les grandes puissances. A partir du moment où l'une d'entre elles ne joue pas le jeu, la situation redevient fluide et les petits pays retrouvent une certaine liberté d'action. De ce point de vue, l'intervention en force de la Chine Populaire sur la scène mondiale marque la fin de l'hégémonie commune de l'U.R.S.S. et des U.S.A. et le début d'une ère nouvelle pour le mouvement révolutionnaire mondial.

# L'expérience chinoise

La note qu'on va lire sur l'expérience chinoise est le résultat d'une élaboration collective, par un groupe de travail comprenant des camarades d'orientations différentes. Il n'en est pas moins évident qu'elle exprime, dans son ensemble, un point de vue contesté par de nombreux camarades. La méthode suivie n'est pas celle adoptée pour l'U.R.S.S. Elle se fonde plus sur des considérations historiques et théoriques. Cette différence d'approche provient en partie des difficultés de la documentation, mais certains camarades ont fait observer que la méthode critique adoptée dans l'autre cas aurait pu trouver un emploi judicieux dans le cas de la Chine. La thèse du « bureaucratisme d'état » n'apparaît pas dans ce texte. Il faut en outre préciser que plusieurs camarades, en accord avec la majorité des analyses ci-dessous, ne le sont pas sur la partie consacrée à la politique étrangère chinoise, qui leur paraît appeler de graves réserves. Plutôt que de prolonger en commission une discussion qui incombe à tout le parti nous avons jugé préférable de diffuser ce texte tel qu'il émanait du groupe de travail. Pas plus que les autres il ne doit être considéré comme un point de vue du parti ni comme une thèse de la commission internationale mais comme la réflexion de camarades soumise à la critique et la réflexion de tous.

Le texte qui suit ne prétend pas refléter les contradictions qui traversent le parti à propos de la Chine. Il cherche simplement à mettre en lumière quelques-uns des enseigne-

ments que nous pouvons tirer de la révolution chinoise, et en particulier de la révolution culturelle, pour notre propre combat.

## Les débuts

### I. — Les bases sociales du mouvement révolutionnaire

Au cours des années 1920, un vif débat agite l'Internationale Communiste à propos de la Chine : quelle classe doit diriger la révolution chinoise au cours de sa première étape, démocratique et nationale, la bourgeoisie nationale (thèse de Staline) ou la classe ouvrière (thèse de Trotsky) ?

Plus fidèle à la pensée de Lénine, la thèse de Trotsky rejoint cependant celle de Staline sur un point : elle accorde la *priorité absolue à la révolution dans les villes*.

Pour Trotsky en effet, la révolution ne peut vaincre que si elle est dirigée par la classe ouvrière ; mais la direction de la classe ouvrière, c'est pour lui la présence physique des ouvriers, en tant que groupe social, à la tête du mouvement. Comme les ouvriers vivent dans les villes, il faut donc partir des villes.

Le génie de Mao, c'est d'avoir renvoyé les deux adversaires dos à dos, et d'avoir compris :

— que l'inégalité du rapport des forces dans les villes obligeait les révolutionnaires à *partir des campagnes* et à s'appuyer d'abord sur les paysans pauvres ;

— que cela n'entraînait pas nécessairement la renonciation à une direction prolétarienne de la révolution.

En effet, l'idée de direction prolétarienne de la révolution comprend deux aspects :

— présence physique des ouvriers à la tête du mouvement ;

— adoption d'une ligne politique prolétarienne, par ses objectifs (la dictature du prolétariat) par la méthode d'analyse utilisée (le marxisme), par les principes d'organisation mis en œuvre (la conception léniniste du parti).

Or pour Mao, les deux aspects, sans être indépendants, sont tout de même *relativement autonomes* : un parti comprenant peu d'ouvriers peut cependant suivre une ligne politique prolétarienne, dans certaines conditions — il doit recruter l'essentiel de ses forces dans des classes elles aussi exploitées, comme les paysans pauvres — et au prix d'efforts particuliers, portant sur la formation idéologique et politique des militants.

Mao développe cette thèse en distinguant la *force dirigeante* de la révolution (la classe qui lui donne son orientation politique et qui est nécessairement le prolétariat) de sa *force principale* (les classes qui lui fournissent l'essentiel de ses troupes). Il rejette ainsi le déterminisme sociologique selon lequel un parti ne peut être révolutionnaire que s'il compte dans ses rangs une majorité d'ouvriers. Certes cette majorité favorise la formation d'un parti révolutionnaire, mais elle n'en est pas la condition nécessaire — comme le montrent l'exemple du P.C. Chinois ou celui de Cuba — ni la condition suffisante : le P.C.F. et la S.P.D. alle-

mande, partis largement ouvriers ne sont pas révolutionnaires.

### II. — Les alliances de classe et le Front Uni

Le prolétariat ne peut l'emporter seul, il doit conclure des alliances, unir le peuple dans un front uni. Ceci pose trois questions :

a) *Quelles sont les limites du front uni*, autrement dit : *qu'est-ce que le peuple* ? Pour Mao, le peuple n'est pas une notion vague et sentimentale, mais un *concept scientifique*. A chacune de ses étapes, la lutte révolutionnaire se cristallise autour d'une *contradiction principale*, opposant telle et telle classe, et le peuple est alors constitué par toutes les classes qui se trouvent du même côté de la contradiction principale que le prolétariat. Les classes qui sont de l'autre côté sont les ennemis du peuple.

La contradiction principale, qui oppose le peuple et ses ennemis, est une contradiction antagoniste qui ne peut être résolue que par la lutte. Mais il existe des contradictions secondaires au sein de chacun des deux camps opposés, et en particulier des *contradictions au sein du peuple* : celles-ci ne sont pas antagonistes, elles doivent être réglées par la discussion et la persuasion.

Il est très grave de confondre les deux types de contradiction, entre le peuple et ses ennemis et au sein du peuple : c'est tomber soit dans l'*opportunisme* — prendre un ennemi du peuple pour un membre du peuple — soit dans le *sectarisme* — prendre un membre du peuple pour un ennemi du peuple.

Enfin d'une étape à l'autre de la lutte, la *contradiction principale se déplace*, et le contenu de la notion de peuple varie en conséquence : des classes qui faisaient partie du peuple en sont désormais exclues, ou inversement ; des contradictions au sein du peuple, deviennent des

contradictions entre le peuple et ses ennemis, ou inversement. C'est souvent lors du passage, d'une étape à une autre que se produisent les confusions opportunistes ou sectaires signalées plus haut, parce que le parti a tendance à conserver des analyses désormais périmées.

b) *Quels rapports existent entre les différentes composantes du Front Uni* ? Ces rapports doivent être fondés sur deux principes : l'*union*, contre l'adversaire principal, les ennemis du peuple, et la *lutte*, au sein du front uni, pour résoudre les contradictions qui subsistent au sein du peuple.

L'union doit permettre le développement de la lutte : elle ne saurait donc être une fusion. Les révolutionnaires doivent donc conserver leur *autonomie au sein du front uni*. De même la lutte ne doit pas empêcher l'union, et c'est pourquoi elle doit rester sur le plan politique ; mais seule une lutte résolue contre les éléments instables, indécis, etc., peut conduire à une union solide. Là encore il faut se garder de l'opportunisme — privilégier l'union — comme du sectarisme — privilégier la lutte.

c) *Qui doit diriger le Front Uni* ? Comme tout mouvement de masses, le Front Uni comprend des éléments progressistes (la gauche) des éléments intermédiaires, souvent indécis (le centre) et des éléments arriérés ou irréductibles, qui ont toujours tendance à la trahison ou au compromis avec les ennemis du peuple.

Le problème est alors de consolider les forces progressistes, de rallier les forces intermédiaires et d'isoler les forces arriérées ou irréductibles, de façon à assurer l'hégémonie des progressistes. Autrement dit, il faut isoler la droite, et *unir le centre et la gauche sur les positions de la gauche*.

## Une nouvelle conception

### I. — L'originalité du P.C.C.

Le Parti Communiste Chinois est apparu dès ses origines comme un parti très original par rapport aux autres partis communistes. Cette originalité tient pour l'essentiel à sa composition sociale : à partir de 1927, il recrute surtout chez les paysans et les intellectuels.

Cette prédominance d'éléments non ouvriers empêche-t-elle la formation d'un parti prolétarien ? Les dirigeants chinois ne le pensent pas : pour eux, le caractère prolétarien d'un parti tient, non pas à l'origine sociale de ses militants, mais à sa ligne politique.

Mais ce recrutement paysan et petit bourgeois expose le parti à un certain nombre de risques qu'un parti ouvrier ne connaîtrait pas au même degré : individualisme, indiscipline, instabilité, manque de fermeté, impatience, etc.

Pour échapper à ces risques, les dirigeants chinois ont mis l'accent sur deux aspects :

— un *travail de formation et d'éducation politique*, dont tous les observateurs ont souligné l'intensité, et qui vise à compenser l'absence d'un instinct de classe prolétarien ;

— le *contrôle des masses sur l'activité du parti* : les masses peuvent intervenir dans la vie du parti, critiquer ses décisions, épurer ses militants, etc.

### II. — Une nouvelle définition du rapport du parti aux masses

Ces méthodes conduisent à une nouvelle définition du rôle du parti : il doit *partir des masses pour retourner aux masses* : recueillir au moyen d'enquêtes les idées dispersées et fragmentaires des masses, les concentrer à l'aide de la théorie marxiste-léniniste et de l'expérience acquise, et les retourner aux masses sous forme de mots d'ordre, afin que les masses vérifient ces mots d'ordre dans la pratique, les rectifient et les appliquent. Ainsi le parti n'apparaît plus comme une avant-garde ou un Etat-major imposant ses idées aux



## La production

Dès 1960, Mao rédige la « Charte du combinat métallurgique d'Anshan, en opposition à la Charte du combinat métallurgique de Magnitogorsk ».

Aux principes qui régissent l'entreprise soviétique de Magnitogorsk (direction d'une seule personne, contrôle de l'usine par les techniciens, priorité à la production plutôt qu'à la politique, stimulants matériels pour les ouvriers, recherche du profit à tout prix), Mao oppose cinq nouveaux principes :

- mettre la politique au poste de commandement ;
- s'appuyer sur un vigoureux mouvement de masses et renforcer le rôle dirigeant du parti ;
- appliquer le système de la participation des cadres au travail manuel et de la participation des ouvriers à la gestion ;
- éliminer les règles irrationnelles et trop nombreuses ;
- accomplir la révolution technique par une association étroite des ouvriers, des cadres et des techniciens.

En raison de l'opposition des partisans de Liu-Chao-Chi, ces principes ne seront appliqués qu'à partir de la Révolution Culturelle. Que signifient-ils concrètement ? Les objectifs poursuivis sont les suivants :

I. — Assurer l'unité de la classe ouvrière.

En U.R.S.S., la politique de l'Etat en matière de salaire repose sur une différenciation très poussée de la rémunération du travail. Cette différenciation est obtenue par la multiplication des catégories hiérarchiques et la prolifération des primes de toute sorte, grâce auxquelles chaque individu touche un salaire différent.

Au contraire, en Chine, depuis la Révolution Culturelle est menée une politique systématique de réduction des écarts de salaire à l'intérieur de la classe ouvrière : l'écart maximum entre l'ouvrier et le technicien est désormais de 1 à 2,5. D'autre part les divisions en catégories ont été simplifiées et réduites.

Ces mesures sont réalisées de façon progressive par discussion et décision à la base et non par intervention d'en haut. Le but est d'unifier la classe ouvrière.

II. — Supprimer les stimulants individuels et le critère de la rentabilité immédiate, mettre la politique au poste de commandement.

Les primes ne divisent pas seulement la classe ouvrière en fractions antagonistes, elles invitent chaque ouvrier à rechercher son propre intérêt avant tout, et on espère en U.R.S.S. obtenir ainsi des rendements plus élevés.

En Chine, au contraire, les primes et le travail aux pièces sont désormais supprimés, et on applique la règle des « quatre fixes » : atelier fixe (pour éviter les mutations arbitraires), temps fixe, quantité et qualité de travail fixe. Le salaire est dès lors indépendant du rendement.

Les cadences ne sont pas imposées aux travailleurs par le réglage

de la chaîne ou par des petits chefs. Selon Franco Platania, ouvrier à la Fiat de Turin, qui a visité plusieurs entreprises chinoises, les choses se passent comme suit : « Il y a par exemple les camions. En Chine aussi, ils les font comme à la Spa de Turin, sur des chaînes de montage. Mais il n'y a pas de chefs, et les chaînes sont actionnées par les ouvriers eux-mêmes : les boutons de commande sont disposés tout au long de la chaîne et chacun les actionne quand il a besoin de faire avancer la pièce ». (*Temps Modernes*, août 1971, p. 138). Si un ouvrier prend du retard, ses camarades viennent de temps à autre l'aider à rattraper ce retard.

C'est que la rentabilité immédiate n'est plus le critère décisif : entre deux méthodes, l'une plus rentable, l'autre plus favorable au développement de la conscience politique des ouvriers, c'est la seconde qui sera choisie, parce que, à terme, en conso-

lidant la volonté des travailleurs qui restent le facteur décisif de la production, elle l'emportera aussi sur le plan de l'efficacité.

C'est ce que les Chinois appellent « mettre la politique au poste de commandement » : il s'agit, non pas de donner tout le pouvoir au parti, mais, en face d'un choix, de tenir compte avant tout de ses conséquences sociales et politiques.

III. — Développer la libre expression des travailleurs.

Pour que le travail ne soit plus une contrainte imposée aux travailleurs, il faut, dit la Charte d'Anshan, susciter un vigoureux mouvement de masses, ce qui suppose la libre expression des travailleurs.

Aussi tout ouvrier ou groupe d'ouvriers peut sans aucune restriction rédiger et afficher des journaux muraux (*dazibao*) critiquant tel aspect du fonctionnement de l'usine ou tel

comportement des cadres. De même, « l'étude de la philosophie à l'usine » décrite par M. A. Macciocchi dans *De La Chine* vise à donner aux travailleurs la formation nécessaire pour prendre part aux débats politiques.

IV. — Etablir la démocratie dans l'entreprise par la suppression progressive de la séparation entre tâches de direction et tâches d'exécution, travail intellectuel et travail manuel, cadres et ouvriers.

Pour les Chinois, la lutte pour la démocratie dans l'entreprise passe d'abord par la lutte contre la hiérarchie qui doit être menée sur plusieurs fronts à la fois :

— le recrutement des cadres qui s'opère essentiellement parmi les jeunes ouvriers. Les élèves ingénieurs sont de plus en plus des jeunes ouvriers choisis par leurs camarades, après deux à cinq ans de présence à la production :



— *la formation des cadres.* Les écoles d'ingénieurs sont dirigés par des équipes d'ouvriers et jumelées avec des usines. L'enseignement est combiné avec le travail productif, et les cours portent sur les problèmes concrets posés par celui-ci. Les élèves participent eux-mêmes à la production. Après leur sortie de l'école, ils commencent par retourner comme ouvriers dans la production, et ce sont leurs camarades de travail qui décident si et quand ils peuvent commencer à exercer leur fonction de cadre ;

— *la réduction de la hiérarchie des salaires :* l'écart de salaires entre ouvrier et cadre est peu à peu réduit et devient égal à l'écart entre ouvrier et technicien, soit de 1 à 2,5 actuellement ;

— *la participation des cadres au travail manuel :* les cadres « intellectuels » techniques et administratifs participent au travail manuel par roulement, selon le rythme suivant : deux tiers des cadres sont dans les bureaux pendant qu'un tiers travaille dans les ateliers. Par ailleurs, on le verra, les cadres dirigeants sont élus et révocables ;

— *la réduction des effectifs d'encadrement, et la simplification des règles administratives :* au cours de la Révolution Culturelle, plus des trois quarts des effectifs de l'administration des entreprises auraient été renvoyés à la production. D'autre part, on a réduit le nombre et la complication des règlements. En effet les règles obscures et incompréhensibles pour les ouvriers sont un des principaux obstacles à la démocratie ouvrière ;

— *la démystification de la technique :* une vigoureuse offensive idéologique est lancée pour ruiner le mystère et le prestige de la technique, pour convaincre les travailleurs que les problèmes techniques ne sont pas l'affaire exclusive d'une élite de spécialistes, que chacun peut les résoudre à partir de son expérience pratique et en comptant sur ses propres forces. Dans la pratique, les petits ateliers montés et « bricolés » par les ouvriers sont encouragés, etc.

V. — *Assurer la participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise en même temps que le respect des intérêts généraux de la collectivité.*

Les petites entreprises créées par les communes sont gérées par les organismes dirigeants de la commune — assemblée générale des travailleurs, collectif de responsables élus et révocables — comme les exploitations agricoles. Elles sont soumises au plan de production établi par la commune, l'Etat se bornant à harmoniser les plans communaux. Pour les salaires, chaque travailleur fait une estimation du travail qu'il a fourni et la soumet à l'assemblée générale ; celle-ci tranche, et le travailleur est payé en conséquence.

Les grandes entreprises sont gérées par des *Comités Révolutionnaires* fondés sur la triple union des ouvriers, des cadres et des soldats, qui, d'après les sources dont nous disposons, représentent respectivement environ 40 %, 40 % et 20 % des effectifs du Comité, celui-ci comptant de 20 à 50 membres.

Les membres du Comité sont élus de la façon suivante : toutes les can-

didatures sont recueillies et la liste est soumise aux assemblées d'ateliers, de bureaux, etc., qui font un premier choix. Ces choix sont présentés à l'assemblée générale des travailleurs, qui fait la liste des noms les plus souvent mentionnés ; cette liste est retournée aux assemblées de base pour approbation, et le va-et-vient entre l'assemblée générale et les assemblées de base se poursuit jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé. Les élus sont *révocables* à tout instant.

Le Comité est une *direction collégiale* ; il ne désigne pas de directeur. Il établit le plan de production de l'entreprise, sur la base de grands objectifs fixés par l'Etat, après discussion avec l'Etat et avec la base.

A côté du Comité révolutionnaire, on trouve :

— le *Comité des représentants de la base ouvrière*, élu par l'assemblée générale des travailleurs, s'occupe des problèmes administratifs et sociaux de l'entreprise, veille à la réorganisation du travail dans le sens d'une distribution égalitaire des tâches, et s'occupe de la restructuration des salaires (suppression des primes, réduction de la hiérarchie, etc.).

Comme on le voit, les Chinois ne pratiquent pas l'autogestion au sens yougoslave du terme : les grands objectifs de l'entreprise restent fixés par le plan. C'est que, dans les entreprises de grande taille, dont l'activité est décisive pour l'économie du pays tout entier, pratiquer l'autogestion pure et simple, ce serait risquer une subordination de l'intérêt général du pays à l'intérêt particulier des travailleurs de l'entreprise.

Mais, comme la soumission de l'entreprise au plan peut inversement entraîner le sacrifice des intérêts des travailleurs de l'entreprise aux intérêts de la collectivité, les Chinois maintiennent des *organismes de défense et de contrôle ouvrier*.

VI. — *Renforcer le rôle dirigeant du Parti.*

Si un conflit éclate entre les organismes supérieurs de l'Etat et les travailleurs de l'entreprise, c'est au *Parti* qu'il appartient d'arbitrer.

Les membres du Parti peuvent être élus aux divers comités de gestion et de contrôle dans les mêmes conditions que les autres travailleurs. Ils y sont en minorité ou en majorité, mais en fait ce sont eux qui constituent le noyau dirigeant.

Mais dans l'entreprise comme ailleurs, ils doivent se soumettre périodiquement à la critique de l'assemblée générale des travailleurs, qui peut prononcer la suspension ou l'exclusion des militants les plus fautifs.

VII. — *Faire la révolution et stimuler la production.*

En donnant ainsi la priorité aux objectifs politiques (suppression de la hiérarchie, démocratie ouvrière), les Chinois sacrifient-ils la croissance économique ? Vont-ils vers un communisme de la pauvreté ?

En réalité, ils savent que comme l'a dit Marx, « la plus grande force productive, c'est la classe ouvrière elle-même ». Pour développer les forces productives, il faut les libérer, donc avant tout abolir les rapports de production qui entravent la capacité d'invention et de création de la classe ouvrière. Seule une crois-

sance économique obtenue de cette façon peut conduire à la construction du communisme.

## L'armée

Un certain nombre de controverses se sont élevées en Occident quant au rôle de l'armée dans la Révolution Culturelle : l'armée aurait échappé à cette révolution, son intervention aurait permis à Mao de canaliser puis d'étouffer le mouvement de masses, et la Révolution Culturelle se serait achevée par la militarisation du régime. Qu'en est-il en fait ? Trois points doivent être rappelés.

I. — *L'armée populaire n'est pas une armée comme les autres.* Elle est non pas un héritage du capitalisme, mais une création du Parti, et le point de vue du Parti y a toujours été dominant : « C'est le Parti qui commande aux fusils ». La formation militaire est accompagnée d'un effort d'éducation politique intense. Cet effort porte en particulier sur les rapports de l'armée et du peuple : l'armée doit ne faire qu'un avec le peuple, d'où « les trois règles et les huit recommandations » de la discipline militaire, qui visent toutes à permettre l'établissement de rapports harmonieux entre l'armée et le peuple.

De même, pour éviter que l'Armée devienne un corps social parasite, elle doit assurer sa propre subsistance : pendant la guerre de libération, elle avait ses champs, ses ateliers, ses chantiers. Depuis 1949, l'Armée intervient dans les périodes de travail agricole intense, sur les chantiers de grands travaux, dans les régions pauvres, etc.

L'Armée applique dans sa structure interne les principes du centralisme démocratique. « Les officiers

instruisent les soldats, les soldats instruisent les officiers et les soldats s'instruisent mutuellement ». Jusqu'à 1949, les insignes hiérarchiques n'existaient pas, et les officiers partageaient en tout point le sort des soldats.

II. — *La Révolution Culturelle a eu lieu dans l'armée en 1959 et en 1965.* Ces années-là, les chefs d'Etat-major Pen-Teh-Huai et Lo-Jui-Ching ont défendu la thèse d'une armée de type classique, équipée de matériel moderne, formée de spécialistes et fortement disciplinée et hiérarchisée. Il s'agissait de préparer la Chine à une guerre conventionnelle. Contre ces thèses, Mao et Lin-Piao ont imposé la fidélité ou le retour à une armée destinée avant tout à la guerre populaire, donc à une armée où la conscience politique des soldats compte davantage que le matériel dont ils disposent, les liens avec le peuple davantage que les compétences techniques. Ainsi la primauté du politique sur le militaire fut réaffirmée tandis que le caractère égalitaire et démocratique de l'organisation militaire interne était renforcé.

III. — *Pendant la Révolution Culturelle, le rôle de l'armée sera double :* d'une part elle assurera la poursuite et la protection des activités vitales pour le pays (transports, etc.). D'autre part, à l'appel de Mao, elle interviendra pour soutenir le mouvement de masses contre les bureaucrates qui tentent de le freiner, et pour unifier ses tendances parfois divergentes. Elle n'utilisera la force qu'en dernier recours, comme à Wuhan et à Canton, parfois après avoir subi de lourdes pertes. Emanation du peuple, épurée dès 1965, l'armée chinoise a pu ainsi jouer un rôle décisif dans la Révolution Culturelle, sans que son action conduise à une militarisation du régime que rien ne permet de déceler.

## La politique étrangère

Dans une publication hebdomadaire, il n'est pas possible de faire une étude sérieuse de la politique extérieure de la Chine. Aussi, nous nous bornerons à rappeler quelques principes et quelques faits qui permettent de mieux comprendre l'orienta-

tion actuelle de cette politique.

I. — *Les principes généraux de la lutte de classe.*

A chacune des étapes de la révolution, la tâche des révolutionnaires est d'unir le maximum de forces en



un front uni contre l'ennemi principal du moment afin de l'isoler.

Des contradictions secondaires peuvent subsister entre les divers partenaires du front uni. Il faut les résoudre, non par la force, mais par la discussion, pour ne pas gêner l'union contre l'ennemi principal.

Enfin il faut exploiter au maximum les contradictions du camp adverse.

II. — *Les principes généraux de la politique étrangère chinoise.*

Sur le plan des États, les Chinois

parti-guide et se refusent à jouer ce rôle.

En ce qui concerne les *luttés de libération*, les Chinois les soutiennent, à condition qu'elles soient *vraiment* des luttés de libération, qu'elles aient pour objectif une indépendance *réelle*, et non pas une indépendance formelle qui ne ferait que masquer le passage du colonialisme au néo-colonialisme, ou le remplacement d'une domination, par une autre. C'est pourquoi les Chinois, en présence d'un mouvement de libération, que sa fraction la plus progressiste, et de dénoncer ses fractions réac-

tionnaires, aux impérialismes américains et soviétiques. La zone des tempêtes s'est déplacée vers les frontières des pays socialistes.

Dans le cas particulier de la Chine la menace principale vient de l'impérialisme soviétique, qui, face à un mouvement, certes ambigu, a cependant montré à Prague ce dont il est capable quand il se sent ébranlé, et qui multiplie depuis plusieurs années les démonstrations de force et les provocations à la frontière chinoise.

Dans ces conditions, les Chinois estiment nécessaire de rechercher un compromis temporaire avec l'impérialisme américain, affaibli par ses échecs au Vietnam et ses difficultés intérieures. Il s'agit pour eux de le neutraliser provisoirement afin de pouvoir concentrer leurs forces contre leur ennemi principal du moment : l'U.R.S.S. Tel est le sens du voyage de Nixon à Pékin.

Cette politique serait inacceptable si les Chinois prétendaient en faire la ligne générale du mouvement révolutionnaire mondial, et obliger tous les peuples à passer les mêmes compromis qu'eux. Mais il n'en est rien. En particulier ils viennent de réaffirmer leur soutien inconditionnel à la lutte des peuples d'Indochine et leur refus de régler leur sort par dessus leur tête : et ils ont accordé une aide supplémentaire à la R.D.V.N.

#### IV. — *Sortir de l'isolement*

La place dont nous disposons ne permet pas d'étudier en détail les crises du Bengale de Ceylan et du Soudan. Disons seulement qu'on ne saurait reprocher à la Chine de n'avoir pas soutenu, au Bengale, un parti réactionnaire bourgeois comme la Ligue Awami, à Ceylan une insurrection dont les bases politiques étaient tout à fait confuses, au Soudan un putsch militaire directement téléguidé par l'U.R.S.S.

On ne saurait non plus lui reprocher d'avoir soutenu, *contre les manœuvres et agressions de l'U.R.S.S. et de ses alliés* — notamment l'Inde —, des pays qui sont certes dirigés par des gouvernements bourgeois, mais qui ont adopté vis-à-vis de la Chine une attitude amicale, comme le Pakistan.

Ce que l'on peut regretter, c'est que la Chine n'ait pas assez fermement dénoncé les aspects réactionnaires de la politique de ces pays ; et lorsqu'il y existait un mouvement authentiquement révolutionnaire comme les Naxalites au Bengale, qu'elle ait trop discrètement soutenu ce mouvement. Mais ces réserves concernent l'application, non les principes de la politique étrangère chinoise.

Celle-ci s'explique, non par une évolution intérieure de la société chinoise, mais par la transformation des rapports de force à l'échelle mondiale. Comparé aux années 1960, le développement de la révolution mondiale s'est aujourd'hui ralenti, ce qui entraîne l'isolement de la Chine face aux menaces américaines et soviétiques. Sortir de cet isolement est pour la Chine une question de vie ou de mort. Si des mouvements révolutionnaires d'envergure se produisaient chez nous, la Chine n'aurait pas besoin de faire preuve d'au-

tant de souplesse, et d'aller chercher des amis que nous sommes tentés de trouver compromettants. La souplesse de la Chine, c'est en ce sens le prix qu'elle paie pour les lenteurs et les échecs du combat révolutionnaire dans le monde, donc pour *nos* carences et *nos* faiblesses, dans la mesure où elles sont responsables de ces échecs.

#### ANNEXE :

##### LA QUESTION DE STALINE

Il est courant dans certains milieux de dénoncer les Chinois comme des Staliniens. Plusieurs points doivent être rappelés à cet égard :

— nombre de critiques s'en prennent à Staline au nom de la démocratie et de la liberté en général, considérées dans l'absolu et dans l'abstrait, sans référence à la lutte de classe. De telles critiques sont des *critiques petites bourgeoises*, des critiques de droite, et les Chinois ont raison de les rejeter ;

— tout en contestant les méthodes de Staline, les Chinois lui reconnaissent un certain nombre de *mérites* : sa lutte contre les déviations de droite et de gauche, son rôle dans la collectivisation agricole, dans l'industrialisation et dans la victoire de l'U.R.S.S. sur Hitler. Sur ces deux derniers points, ce rôle est de fait incontestable. Si les Chinois estiment que ces mérites l'emportent sur les erreurs commises, ils disent aussi que le problème ne pourra recevoir de solution définitive avant une très longue période ;

— les Chinois relèvent chez Staline de nombreuses *erreurs* : confusion entre les contradictions au sein du peuple et les contradictions entre le peuple et ses ennemis, et extension excessive de la répression ; abandon de la direction collective, violation du centralisme démocratique ; conception fautive selon laquelle la lutte des classes aurait disparu à l'intérieur de l'U.R.S.S. ; conseils erronés donnés aux partis frères, et en particulier au P.C.C. ; manque de vigilance à la veille de la guerre, etc. Enfin et surtout, Staline s'est élevé au-dessus des masses et s'est séparé d'elles : du même coup il s'est mis dans l'impossibilité de découvrir et de rectifier ses erreurs ; elles sont devenues permanentes, et ont permis le début du processus de restauration du capitalisme qui s'est développé ouvertement après sa mort ;

— enfin la *Révolution Culturelle* est une critique radicale, menée dans la pratique, des conceptions staliniennes de la construction du communisme. Selon Staline, celle-ci a pour condition préalable, nécessaire et suffisante un développement massif des forces productives matérielles ; tout doit être subordonné à ce développement, et toutes les méthodes — depuis le travail aux pièces et le renforcement de la hiérarchie jusqu'à la militarisation de la main-d'œuvre et la répression policière — sont bonnes pour y parvenir. On sait que lors de la discussion sur les syndicats en 1921, Trotsky avait développé des conceptions semblables. Or on a vu que la Révolution Culturelle appliquait une ligne diamétralement opposée : priorité à la politique, écrasement de la hiérarchie, contrôle des masses sur le parti, etc.



pratiquent une politique de *coexistence pacifique*. En effet, un pays socialiste n'a aucune raison d'attaquer ses voisins, et la révolution ne peut pas être exportée par la force. Mais les Chinois savent que l'impérialisme est agressif par nature et que seule la lutte politique pourra le contraindre à la paix.

Sur le plan des partis, la politique chinoise est fondée sur l'*internationalisme prolétarien*, ce qui implique deux conséquences :

— les pays socialistes ont le devoir de soutenir les luttés révolutionnaires dans le monde ;

— mais ce soutien ne peut jamais prendre l'aspect d'une tutelle. Chaque parti doit rester souverain et maître de sa lutte. *Les Chinois ont se réservent le droit de ne soutenir catégoriquement rejeté l'idée d'un*

tionnaires : elles ne se joignent au mouvement que pour le dévoyer.

D'autre part, une lutte locale ne peut être isolée du contexte international ; et dans certaines circonstances, un conflit peut apparaître entre les intérêts de telle lutte locale et ceux de la révolution mondiale : en pareil cas, disent les Chinois, *il faut subordonner la partie au tout*. C'est déjà ce que disait Lénine : « L'Internationalisme prolétarien exige que les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale » (Œuvres, t. 31, p. 149).

III. — *L'analyse chinoise de la situation internationale et le voyage de Nixon.*

Pour les Chinois, la contradiction principale oppose aujourd'hui les pays socialistes (Chine, Vietnam, Co-